

RÉGULATION DU MARCHÉ ET PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT

Les orientations de Tebboune à l'Exécutif

La réunion du Conseil des ministres d'Algérie, présidée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a été marquée par l'examen de plusieurs dossiers d'importance nationale. Si certains points relèvent du domaine politique ou institutionnel, plusieurs décisions et orientations ont surtout mis en évidence la dimension économique de l'action gouvernementale, notamment en matière de régulation du marché, de protection du pouvoir d'achat, de sécurité alimentaire et d'adaptation aux défis climatiques. P 3



IMPORTATION DE MOUTONS POUR L'AÏD ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLICITE **L'UGCAA salue les décisions du Président**

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a salué les instructions strictes données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avant-hier lors de la réunion du Conseil des ministres, visant à renforcer la stabilité du marché national et la protection du pouvoir d'achat des citoyens.

P 2

IMPORTATION D'UN MILLION DE MOUTONS POUR L'AÏD

L'État veut briser les mécanismes de spéculation

En prévision de l'Aïd el-Adha, les pouvoirs publics ont décidé de prendre des mesures pour contenir l'envolée des prix du mouton sur les marchés. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé un prix plafond de 50 000 dinars pour les moutons importés destinés au sacrifice de l'Aïd. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération d'importation qui devrait atteindre un million de têtes ovines.

P 3

MARCHÉ DE L'HÉLIUM SOUS PRESSION

L'Algérie se positionne comme acteur stratégique

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient commencent à se répercuter sur un marché stratégique mais souvent méconnu : celui de l'hélium. L'arrêt d'une partie de la production au Qatar, l'un des principaux fournisseurs mondiaux, a fait émerger de fortes inquiétudes quant à la stabilité des exportations internationales. Dans ce contexte de perturbation potentielle, l'Algérie apparaît de plus en plus comme un acteur capable d'amortir le choc et de sécuriser une partie des approvisionnements, notamment pour l'Europe.

P 5

DÉCLARATION ET PAIEMENT DES IMPÔTS EN LIGNE

La DGI met en garde contre les liens suspects P 2

PARTENARIAT ENTRE UNE STARTUP ALGÉRIENNE ET DES OPÉRATEURS CHINOIS

Vers la production de robots de nettoyage automatisés en Algérie P 4

FINANCES PUBLIQUES

Vers une gestion «en temps réel» des investissements P 16

DÉCLARATION ET
PAIEMENT DES
IMPÔTS EN LIGNE
**La DGI met en
garde contre les
liens suspects**

La Direction générale des impôts (DGI) rappelle à tous les utilisateurs de ses services numériques l'importance de la prudence lors de l'utilisation des plateformes en ligne pour la déclaration et le paiement des impôts. Dans un communiqué officiel, la DGI souligne que la sécurité des données personnelles et des transactions financières est une priorité absolue. Elle invite ainsi les contribuables à vérifier systématiquement que les sites qu'ils utilisent se terminent par le domaine officiel du gouvernement algérien : .gov.dz. Les sites officiels recommandés sont : « Ministère des Finances : mf.gov.dz et Direction générale des impôts : mfdgi.gov.dz ». Pour les services numériques, la DGI indique les portails officiels suivants : « Jibayatik pour la déclaration et le paiement à distance : jibayatik.mfdgi.gov.dz ; Qassimatkouka pour l'acquisition de coupons automobiles : qassimatouka.mf.gov.dz et Tabioucom pour le paiement des droits de timbre : tabioucom.mf.gov.dz ». La DGI met également en garde contre les liens suspects et les applications non officielles. Tout site ne se terminant pas par « .gov.dz » doit être considéré comme non officiel. De plus, elle rappelle qu'elle ne demande jamais de mots de passe ou de numéros de carte bancaire par SMS ou email. En conclusion, la Direction générale des impôts insiste : « Votre sécurité numérique est notre priorité », encourageant ainsi tous les citoyens à rester vigilants pour protéger leurs informations personnelles et financières.

Z R.

IMPORTATION DE MOUTONS POUR L'AÏD ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLICITE

L'UGCAA salue les décisions du Président

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a salué les instructions strictes données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avant-hier lors de la réunion du Conseil des ministres, visant à renforcer la stabilité du marché national et la protection du pouvoir d'achat des citoyens.

Par Zahir R.

« L'Union générale des commerçants et artisans algériens a suivi avec un grand intérêt les conclusions de cette réunion, ainsi que les décisions et directives fermes qu'elle a engendrées, visant à renforcer la stabilité du marché national et à protéger le pouvoir d'achat des citoyens », lit-on dans un communiqué signé par son SG, Issam Bendrissi. Tout en saluant les instructions strictes données par le Président de la République concernant le renforcement du suivi quotidien sur le terrain pour lutter contre la spéculation illégale, notamment sur certains fruits et viandes importées, avec l'inscription des contrevenants sur des listes noires et leur interdiction définitive d'exercer une activité commerciale ou d'importation, l'Union affirme que « ces mesures fermes constituent un message clair : le marché national ne sera pas un terrain de chaos ni de

manipulation de l'alimentation des citoyens ». Dans ce cadre, l'UGCAA renouvelle son engagement total et sa mobilisation sur le terrain aux côtés des autorités publiques afin de « nettoyer » le marché national des intrus et des spéculateurs, et de promouvoir une culture de commerce honnête, respectueuse de la loi et de l'éthique professionnelle, protégeant ainsi le commerçant intègre et renforçant la confiance entre le citoyen et le marché. Concernant l'importation des moutons en prévision de l'Aïd El-Adha 2026, l'UGCAA a exprimé sa satisfaction pour cette décision, notamment suite à la fixation d'un prix plafond ne dépassant pas 50 000 DA, accompagnée d'un contrôle strict du processus d'importation et de distribution. « Ces mesures garantiront la disponibilité des produits, protégeront le pouvoir d'achat des citoyens et empêcheront toute tentative de spéculation ou de monopole », ajoute la même source.

IN-GUEZZAM

La réalisation d'une zone franche commerciale
au centre d'une séance de travail

La réalisation d'une zone franche commerciale dans la wilaya d'In-Guezzam a été au centre d'une séance de travail présidée par les autorités locales, en présence des membres de la commission interministérielle chargée de l'étude relative à ce projet, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Lors cette rencontre tenue au siège de la wilaya, des explications ont été fournies concernant notamment l'assiette foncière proposée pour la réalisation de la zone franche commerciale et les perspectives économiques attendues de la dynamisation des échanges commerciaux avec les pays voisins.

Elle a également été l'occasion d'aborder diverses questions liées à l'activité frontalière, notamment la gestion du poste frontalier, les procédures réglementaires et douanières en vigueur, ainsi que l'activité commerciale quotidienne et le troc frontalier. Au terme de cette séance de travail, la délégation ministérielle a

effectué une visite de terrain au poste frontalier pour s'enquérir des conditions de travail et des moyens disponibles, avant d'inspecter le terrain destiné à accueillir la zone franche commerciale d'In-Guezzam et d'identifier les démarches à suivre pour la concrétisation du projet.

APS

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Ooredoo et Winnelka reconduisent l'action solidaire « KasserSyamek»

Dans le cadre de ses actions de responsabilité sociétale, Ooredoo Algérie, en partenariat avec l'Association Winnelka, renouvelle pour la deuxième année consécutive son opération solidaire « Kasser Syamek » à travers les services d'urgences de certains hôpitaux de la wilaya d'Alger, et ce tout au long du mois béni. Cette initiative consiste à préparer quotidiennement des Box

contenant des produits alimentaires essentiels pour la rupture du jeûne, par des bénévoles de Ooredoo Algérie et des membres de l'Association Winnelka, puis distribués directement aux patients admis aux urgences, à leurs accompagnateurs ainsi qu'au personnel médical et paramédical mobilisé durant l'heure de l'Iftar.

SONELGAZ TRANSPORT DE GAZ

La certification ISO 9001:2015 renouvelée

La société algérienne d'électricité et de gaz, Sonelgaz Transport de gaz, a réussi à maintenir pour la deuxième année consécutive la certification de son système de management de la qualité ISO 9001:2015, après avoir passé avec succès le processus d'audit externe de suivi dans sa deuxième édition. « Cette réussite a été annoncée lors de la réunion de clôture de l'audit, qui s'est tenue le jeudi 5 mars 2026 au siège de la société, en présence de l'équipe d'audit de l'organisme certificateur, ainsi que des

responsables du système de management de la qualité et des cadres de l'entreprise issus de différentes structures », a précisé la société dans un communiqué. L'audit a porté sur une évaluation complète des différentes composantes du système de management de la qualité mis en place au sein de l'entreprise, y compris les mécanismes de planification, de mise en œuvre, de revue et d'amélioration continue, dans le but de vérifier la conformité des processus et

procédures aux normes internationales en vigueur. Au cours de l'évaluation, « l'équipe d'audit externe a salué le niveau d'organisation et le professionnalisme qui caractérisent la gestion des opérations au sein de l'entreprise, et a également souligné la coopération et l'engagement effectif des employés dans l'application des exigences de qualité et la fourniture des informations nécessaires au succès de l'audit ». Cette réussite reflète « les efforts conti-

nus déployés par Sonelgaz Transport de gaz pour développer ses systèmes et améliorer ses services, renforçant ainsi la confiance de ses clients et consolidant sa position en tant qu'entreprise adoptant les meilleures pratiques internationales en matière de gestion et de qualité ». Pour Sonelgaz Transport de gaz, le maintien de cette certification internationale constitue une motivation supplémentaire pour continuer à améliorer les performances et à accroître la satisfaction des clients.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉGULATION DU MARCHÉ ET PROTECTION DU POUVOIR D’ACHAT

Les orientations de Tebboune à l’Exécutif

La réunion du Conseil des ministres d’Algérie, présidée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a été marquée par l’examen de plusieurs dossiers d’importance nationale. Si certains points relèvent du domaine politique ou institutionnel, plusieurs décisions et orientations ont surtout mis en évidence la dimension économique de l’action gouvernementale, notamment en matière de régulation du marché, de protection du pouvoir d’achat, de sécurité alimentaire et d’adaptation aux défis climatiques.

Par Réda Hadi

Au cœur des discussions figurait d’abord la question de la régulation du marché intérieur, particulièrement sensible dans un contexte marqué par les fluctuations des prix de certains produits alimentaires. Le chef de l’État a insisté sur la nécessité d’un suivi quotidien sur le terrain afin de lutter contre les pratiques spéculatives qui touchent notamment certains fruits et les viandes importées. Cette orientation s’inscrit dans une stratégie plus large visant à stabiliser les marchés et à protéger le pouvoir d’achat des citoyens. Les autorités entendent ainsi renforcer les mécanismes de contrôle et de régulation afin d’éviter toute manipulation des prix ou toute forme de pénurie artificielle. Dans ce cadre, le président de la République a donné des instructions fermes pour sanctionner les opérateurs impliqués dans des pratiques spéculatives. Les personnes reconnues coupables de fraude ou de manipulation du marché seront inscrites sur des listes noires et se verront interdire définitivement toute activité commerciale ou d’importation. Une telle mesure traduit la volonté des pouvoirs publics de moraliser le commerce et d’instaurer un climat économique plus transparent, favorable à la concurrence loyale et à la protection des consommateurs. L’un des dossiers économiques majeurs abordés lors de cette réunion concerne l’opération d’importation d’un million de têtes de moutons en prévision de l’Aïd El-Adha 2026. Cette initiative vise principalement à garantir la disponibilité du cheptel et à éviter une flambée des prix sur le marché national durant cette période de forte

demande. En fixant un plafond de 50 000 dinars pour le prix de vente du mouton importé, les autorités cherchent clairement à préserver le pouvoir d’achat des ménages et à empêcher toute spéculation excessive. Un autre dossier ayant une forte dimension économique concerne la lutte contre l’invasion des criquets dans les régions du Sud du pays. Les essaims de criquets représentent en effet une menace sérieuse pour les récoltes agricoles et, par conséquent, pour la sécurité alimentaire nationale. La protection des cultures constitue un enjeu stratégique, notamment dans un contexte où l’Algérie cherche à renforcer sa production agricole et à réduire sa dépendance aux importations alimentaires. Face à ce risque, le président de la République a ordonné le renforcement des moyens de lutte contre ce phénomène, notamment par le recours à des méthodes scientifiques et technologiques modernes. Parmi ces mesures figure l’épandage aérien de pesticides dans les zones les plus exposées, en particulier dans les régions frontalières qui constituent les premières zones de contact avec les essaims de criquets. L’utilisation des images fournies par les satellites algériens permettra également d’améliorer la surveillance et la détection précoce des mouvements de ces insectes, afin d’intervenir rapidement avant qu’ils ne causent des dégâts importants aux cultures. La réunion a également abordé la question de l’adaptation aux changements climatiques, un défi qui possède aujourd’hui une dimension économique majeure. Les effets du changement climatique affectent directement plusieurs secteurs productifs, notamment l’agriculture, les

ressources en eau et l’environnement. Dans cette perspective, les autorités entendent mettre en place une série de mesures destinées à renforcer la résilience de l’économie nationale face à ces transformations. Parmi les décisions évoquées figure le renforcement des capacités de contrôle des produits importés à travers l’augmentation du nombre de laboratoires dans les ports et les aéroports du pays. Cette mesure vise à garantir la qualité sanitaire et environnementale des produits entrant sur le marché national, tout en protégeant les consommateurs et les filières économiques locales contre les produits non conformes. Dans le même esprit, le président de la République a insisté sur l’accélération du programme de traitement et de réutilisation des eaux usées. L’objectif fixé est d’atteindre un taux d’exploitation d’au moins 30 %, ce qui permettrait de renforcer les ressources hydriques disponibles, notamment pour l’agriculture et certains usages industriels. Dans un pays confronté à un stress hydrique croissant, la valorisation de cette ressource constitue un enjeu économique et environnemental de premier plan. Ainsi, à travers les différents dossiers examinés lors de cette réunion du Conseil des ministres, l’accent a été mis sur plusieurs priorités économiques : la régulation du marché et la lutte contre la spéculation, la protection du pouvoir d’achat des citoyens, la sécurisation de la production agricole et l’adaptation de l’économie nationale aux défis environnementaux. Ces orientations traduisent la volonté des pouvoirs publics de consolider les bases d’une économie plus résiliente, capable de répondre aux besoins de la population tout en faisant face aux mutations régionales et mondiales.

IMPORTATION D’UN MILLION DE MOUTONS POUR L’AÏD

L’État veut briser les mécanismes de spéculation

Par Selma R.

En prévision de l’Aïd el-Adha, les pouvoirs publics ont décidé de prendre des mesures pour contenir l’envolée des prix du mouton sur les marchés. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé un prix plafond de 50 000 dinars pour les moutons importés destinés au sacrifice de l’Aïd. Cette décision s’inscrit dans le cadre d’une vaste opération d’importation qui devrait atteindre un million de têtes ovines. Cette mesure vise à empêcher toute forme de fraude, de contrebande et de spéculation sur un marché particulièrement sensible à l’approche de la fête religieuse. Ces dernières semaines, les prix observés dans certains marchés à bestiaux ont atteint entre 150 000 et 200 000 dinars par tête. Le plafonnement du prix du mouton importé répond également à une préoccupation sociale. Dans un contexte marqué par la hausse généralisée des prix, l’objectif affiché est de permettre aux familles, notamment celles de la classe moyenne, d’accomplir le rituel du sacrifice sans subir la flambée des prix. Pour Mustapha Bennaoui, ancien cadre au ministère de l’Agriculture et expert du secteur, la décision des autorités s’inscrit dans une logique de régulation du marché. «

La fixation d’un prix plafond est une mesure nécessaire dans un contexte où les prix du mouton ont atteint des niveaux très élevés. L’État veut clairement casser les mécanismes de spéculation qui apparaissent chaque année à l’approche de l’Aïd », a-t-il expliqué sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Selon lui, l’importation massive combinée au plafonnement des prix devrait contribuer à rééquilibrer l’offre et la demande sur le marché national. Selon les estimations évoquées par les spécialistes du secteur, entre 3 et 4 millions de moutons sont sacrifiés lors de l’Aïd, auxquels s’ajoutent les besoins de consommation durant le mois de Ramadan et la saison estivale. « Si l’on prend en compte l’ensemble de la période qui s’étend de Ramadan jusqu’à la fin de l’été, les besoins nationaux peuvent atteindre près de 6 millions de têtes ovines », a précisé Mustapha Bennaoui. Dans ce contexte, le recours à l’importation apparaît comme une solution pour préserver les équilibres du cheptel national.

Les leçons de l’opération précédente

Toutefois, l’expérience des opérations d’importation précédentes a mis en évidence plusieurs difficultés organisationnelles. Parmi les problèmes relevés figurent notamment l’insuffisance des infrastructures de

quarantaine sanitaire, le manque de sites de commercialisation adaptés, ainsi que des difficultés liées à l’alimentation et à l’abreuvement du cheptel importé. « La logistique reste un défi majeur. L’arrivée d’un million de moutons nécessite une organisation très rigoureuse, depuis les ports jusqu’aux points de vente », a estimé Mustapha Bennaoui. Il a également évoqué la complexité administrative rencontrée par certains acheteurs, notamment les démarches bancaires nécessaires pour finaliser l’acquisition des moutons importés. Pour améliorer l’efficacité de l’opération, l’expert a suggéré d’impliquer davantage les éleveurs professionnels dans la distribution du cheptel importé. Selon lui, les éleveurs des régions steppiques disposent déjà des infrastructures et du savoir-faire nécessaires pour assurer l’alimentation, l’abreuvement et le transport des animaux. « Les éleveurs connaissent parfaitement le fonctionnement des marchés à bestiaux. L’administration ne doit pas nécessairement gérer directement la commercialisation. Il serait plus efficace de confier une partie de cette mission aux professionnels du secteur », a-t-il souligné. Avec un prix plafonné à 50 000 dinars, le gouvernement espère ainsi rétablir l’équilibre du marché et garantir l’accessibilité du mouton de l’Aïd au plus grand nombre de ménages.

NON-ACCÈS DE CERTAINS JEUNES À L’ALLOCATION CHÔMAGE

Le président de la République instruit de procéder à une vérification

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le ministre de la Jeunesse, lors d’une réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée dimanche, de procéder à une vérification concernant le non-accès de certains jeunes à l’allocation chômage, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Concernant le projet du Plan national jeunesse 2026-2029, le président de la République a insisté sur "le droit des jeunes à revendiquer leurs droits, notamment en matière d’emploi et de prise en charge, sous toutes ses formes, mais dans un esprit patriotique qui prémunit la jeunesse contre toute exploitation par les forces obscurantistes qui ciblent notre pays et sa jeunesse". A cet effet, le président de la République a instruit le ministre de la Jeunesse de procéder à une vérification concernant le non-accès de certains jeunes à l’allocation chômage et de "formuler des propositions et de nouvelles méthodes pour contribuer à la réduction des chiffres du chômage". A cette occasion, le président de la République a souligné la nécessité de "multiplier les efforts dans la lutte contre les stupéfiants, notamment dans les milieux des jeunes, et de les prémunir contre un plan orchestré par delà nos frontières ciblant cette catégorie vitale considérée comme le noyau de la société algérienne, caractérisée par un fort esprit patriotique", en "accordant une importance capitale au sport scolaire et universitaire, en coordination avec les ministères de l’Education nationale et de l’Enseignement supérieur, afin qu’il constitue un catalyseur et une alternative permettant d’occuper les jeunes et de les détourner de tout vide susceptible de les éloigner de l’effort de construction nationale". Il a également ordonné de "renforcer les passerelles de communication entre les jeunes algériens à l’intérieur et à l’extérieur du pays, à travers diverses formes et approches susceptibles de renforcer le lien avec l’Algérie". Le président de la République a, en outre, instruit de "réhabiliter le rôle des maisons de jeunes et d’ouvrir les portes de ces espaces selon des programmes choisis par les jeunes eux-mêmes, à raison d’au moins une maison de jeunes par commune, en renforçant le nombre des auberges de jeunes adaptées à leur époque et en les mettant à leur service".

APS

CONSTANTINE
Lancement du salon
“Journées des
Métiers”

Le salon "Journées des Métiers" a été lancé dimanche soir à la place Kadri, dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli (Constantine). Cette manifestation d'information et d'orientation se poursuivra jusqu'à mercredi, avec la participation de plusieurs établissements de formation professionnelle et partenaires socio-économiques, a indiqué le directeur du secteur, Houssam Lakhal. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, visant à renforcer l'attractivité du dispositif de formation et à attirer davantage de jeunes, notamment les non-scolarisés, a souligné le même responsable. Le salon a pour objectif d'orienter les jeunes vers des spécialités prioritaires répondant aux besoins du marché du travail, notamment la numérisation, l'informatique, l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, l'agriculture et les industries agroalimentaires. A travers les différents stands et ateliers, les visiteurs ont pu découvrir les opportunités offertes par le secteur de la formation professionnelle et s'informer sur les perspectives d'insertion dans divers métiers. La manifestation vise également à promouvoir la culture entrepreneuriale chez les jeunes et à renforcer le partenariat avec les entreprises économiques, afin de rapprocher la formation du monde de l'entreprise et de faciliter l'insertion professionnelle, a indiqué M. Lakhal. APS

DEVICES
Le dollar continue à se
renforcer avec la
guerre en Iran

Le dollar continue à se renforcer face à la plupart des principales devises, l'aggravation du conflit au Moyen-Orient ayant fait grimper le prix du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril et stimulé la demande pour la devise américaine, considérée comme une valeur refuge. L'appétit pour le dollar s'est accru face à la perspective d'une réduction accrue de la production de pétrole brut et aux risques d'escalade du conflit avec l'Iran. Parallèlement, l'Iran a laissé entendre qu'elle était capable de mener une guerre prolongée et de haute intensité. L'indice Bloomberg Dollar Spot (qui mesure la performance d'un panier de 10 devises mondiales par rapport au dollar) a progressé jusqu'à 0,7%, après une hausse de 1,3% la semaine précédente. Il a ensuite réduit ses gains à la suite d'un article du 'Financial Times' indiquant que les ministres des Finances des pays du G7 allaient discuter d'une possible libération conjointe de pétrole des réserves afin de limiter la flambée des prix de l'énergie. La monnaie de l'oncle Sam progresse également nettement face à la devise européenne (+0,5%), autour de 1 euro pour 1,156\$ entre banques.

Agence

PARTENARIAT ENTRE UNE STARTUP ALGÉRIENNE
ET DES OPÉRATEURS CHINOIS

Vers la production de robots de
nettoyage automatisés en Algérie

Le Technopole de Constantine a annoncé la conclusion d'un partenariat de travail entre la startup On-Innovation World School et des opérateurs chinois spécialisés dans la fabrication de robots de nettoyage automatisés, dans le but de soutenir l'innovation et de renforcer la coopération internationale dans le domaine des technologies avancées. « La Technopole Constantine Hill est fière d'annoncer une nouvelle collaboration internationale entre la startup @On-Innovation World School et des partenaires chinois dans le domaine de la fabrication de robots autonomes de nettoyage », lit-on dans un communiqué. En effet, ce partenariat traduit un engagement fort en faveur de l'innovation, du transfert technologique et du développement industriel, en réunissant le talent entrepreneurial algérien et l'expertise



technologique chinoise pour développer des solutions robotiques intelligentes destinées aux services modernes de nettoyage. Selon le Technopole, ce partenariat ambitionne de développer et fabriquer des robots de nettoyage intelligents répondant aux normes technologiques les plus récentes, tout en tirant profit de l'expertise industrielle et technologique chinoise

dans ce secteur. L'objectif est de contribuer à la mise au point de solutions innovantes et de renforcer la présence des technologies de pointe en Algérie. À titre de rappel, le Technopole est un pôle spécialisé qui regroupe des institutions de recherche scientifique, des universités et des industries de haute technologie, notamment dans les domaines de l'électronique, des logiciels et de l'intelligence artificielle, afin de stimuler l'innovation et promouvoir le développement technologique. Ces espaces visent également à transformer les résultats de la recherche scientifique en produits et services commercialisables, tout en offrant un environnement favorable aux startups et aux jeunes entrepreneurs, grâce à l'accompagnement de projets innovants et à la facilitation de la coopération entre les secteurs académique et industriel.

R E.

AÉROPORT INTERNATIONAL RABAH-BITAT D’ANNABA
Inauguration du salon “première classe” d’Air Algérie

Le groupe Air Algérie a inauguré, dimanche soir à l'aéroport international Rabah-Bitat d'Annaba, à travers sa filiale Catering, un nouveau salon dédié aux passagers de "première classe" destiné à améliorer les conditions d'accueil et à rehausser la qualité des services offerts aux voyageurs. Le directeur général de la filiale Catering d'Air Algérie, Adlane Boumaiza, a précisé juste après la cérémonie d'inauguration, dans une déclaration à la presse, que la mise en service du salon "première classe" constitue "une nouvelle étape sur la voie empruntée par l'entreprise pour améliorer la qualité des services et les standards d'accueil des voyageurs". Il a ajouté que ce nouvel espace s'inscrit dans le cadre des efforts de l'entreprise visant à "développer les services d'accueil et de prise en charge des passagers dès leur arrivée à l'aéroport, garantissant ainsi une expérience de voyage confortable et à la hauteur des attentes des clients". Cette initiative s'inscrit également dans le cadre de la politique de modernisation adoptée par Air Algérie à travers ses différentes filiales, notamment celle du Catering et des Services aériens, afin de soigner l'image du transporteur aérien national et de renforcer sa position en tant qu'entreprise citoyenne oeuvrant sans cesse à l'amélioration de la qualité des services qu'elle offre. M. Boumaiza a précisé que le nouveau salon offre "un espace moderne et confortable, avec des services de restauration raffinés reflétant les ambitions du groupe Air Algérie", cette expérience étant appelée à être "graduellement étendue à plusieurs aéroports du pays". De son côté, le directeur régional Est du groupe Air Algérie, Mansour Abbassi, a indiqué que cette salle est réservée aux hommes d'affaires et aux passagers de première classe d'Air Algérie ainsi que des compagnies aériennes étrangères liées par des contrats avec Air Algérie. Rappelant que cet espace est le troisième du genre après les deux salons similaires inaugurés dans les aéroports internationaux Houari-Boumediene d'Alger et Mohamed-Boudiaf de Constantine, le

même responsable a annoncé qu'une structure similaire sera "bientôt" inaugurée à l'aéroport international Ahmed-Ben Bella d'Oran, dans le cadre d'un pro-

gramme de développement des services d'accueil dans les différents aéroports du pays.

APS

Mercuriale						
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 مارس 2026 الموافق لـ 19 رمضان 1447 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Mars 2026 (19 ramadan 1447)						
Produits		أسعار التجزئة ³ Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	107	85	الطماطم	
	Oignon sec	84	91	76	البصل الجاف	
	Ail sec	979	1067	891	الثوم الجاف	
	Carotte	99	111	86	الجزر	
	Navet	113	124	101	اللفت	
	Choux fleur	130	143	117	قرنبيط	
	Choux	96	108	84	الكرنب	
	Courgette	109	122	97	الكوسة	
	Haricot vert	518	553	484	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	216	237	195	الخس		
Fruits frais	Mandarine	219	255	182	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	181	223	139	البرتقال	
	Citron	154	177	131	الليمون	
	Pomme locale	416	496	336	التفاح المحلي	
	Datte	504	638	371	التمر	
	Banane	485	509	460	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1955	2101	1810	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	402	416	388	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

MARCHÉ DE L'HÉLIUM SOUS PRESSION

L'Algérie se positionne comme acteur stratégique

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient commencent à se répercuter sur un marché stratégique mais souvent méconnu : celui de l'hélium. L'arrêt d'une partie de la production au Qatar, l'un des principaux fournisseurs mondiaux, a fait émerger de fortes inquiétudes quant à la stabilité des exportations internationales. Dans ce contexte de perturbation potentielle, l'Algérie apparaît de plus en plus comme un acteur capable d'amortir le choc et de sécuriser une partie des approvisionnements, notamment pour l'Europe.

Par S. R.

La crise s'est accélérée après l'annonce faite le deux mars dernier par la compagnie énergétique qatarie QatarEnergy de suspendre la production de gaz naturel liquéfié et de produits associés dans ses complexes industriels de Ras Laffan et de Mesaieed. Cette décision intervient à la suite d'attaques de drones ayant visé certaines installations énergétiques, dans un contexte de confrontation militaire croissante dans la région. Deux jours plus tard, l'entreprise a officiellement déclaré un cas de force majeure pour ses clients, tout en poursuivant l'évaluation des dégâts sur ses infrastructures. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le directeur général de QatarEnergy, Saad Sherida Al-Kaabia indiqué dans un entretien accordé au quotidien économique « Financial Times », que la production de GNL dans le complexe touché ne pourrait reprendre qu'une fois le conflit terminé. Même après la reprise, plusieurs semaines pourraient être nécessaires pour retrouver les capacités de production habituelles, ce qui nourrit les craintes d'un choc durable sur les marchés liés au gaz, dont celui de l'hélium. Ce gaz rare, indispensable dans les domaines de l'imagerie médicale, de l'électronique, de l'aérospatiale ou encore de la recherche scientifique, dépend largement de quelques grands producteurs mondiaux. Selon Phil

Kornbluth, président du cabinet Kornbluth Helium Consulting, une interruption prolongée de la production qatarie pourrait entraîner une perturbation des approvisionnements pendant au moins trois mois. À cette période s'ajouteraient environ deux mois supplémentaires nécessaires pour réorganiser les flux logistiques et rétablir l'équilibre du marché. À court terme, les marchés ne devraient pas ressentir immédiatement une pénurie brutale grâce aux stocks existants et aux délais de transport relativement longs entre le Qatar et ses principaux clients. Néanmoins, les premières réactions du marché sont déjà visibles : les prix sur le marché spot ont fortement augmenté et certains fournisseurs ont commencé à appliquer des surcharges tarifaires. Au-delà de la production elle-même, la logistique constitue un autre facteur de tension. Richard Brook, dirigeant de Garrison Ventures, rappelle qu'environ un tiers des approvisionnements mondiaux dépend de conteneurs normalisés qui doivent être envoyés au Qatar pour être remplis avant d'être redistribués dans le monde. Si l'arrêt devait se prolonger, les entreprises seraient contraintes de rediriger leurs chaînes d'approvisionnement, parfois via des routes terrestres contournant le détroit d'Ormuz, une solution techniquement possible mais particulièrement fragile. C'est dans ce contexte que l'Algérie se distingue comme un fournisseur potentiel capable de compenser une partie du

déficit mondial. Le pays dispose d'installations capables de produire environ 50 millions de mètres cubes d'hélium par an, ce qui le place parmi les principaux détenteurs de capacités industrielles dans ce domaine. L'hélium y est récupéré lors du processus de liquéfaction du gaz naturel, principalement à partir du gaz extrait du gigantesque gisement de HassiR'mel, l'un des plus importants champs gaziers au monde. Les données internationales confirment par ailleurs l'importance stratégique de cette ressource pour l'Algérie. Selon les estimations de l'US Geological Survey, les réserves mondiales d'hélium sont évaluées à environ 52 milliards de mètres cubes. Les États-Unis arrivent en tête avec 20,6 milliards de mètres cubes, suivis du Qatar avec 10,1 milliards. L'Algérie occupe la troisième position avec environ 8,2 milliards de mètres cubes de réserves, devant la Russie, le Canada et la Chine. Sur le plan de la production, la dynamique mondiale reste orientée à la hausse. En 2024, la production totale d'hélium a atteint 180 millions de mètres cubes, en progression de 4 % par rapport à 2023. Les États-Unis dominent le marché avec 81 millions de mètres cubes, suivis du Qatar avec 64 millions. La Russie occupe la troisième place avec 17 millions de mètres cubes, tandis que l'Algérie se classe quatrième avec environ 11 millions de mètres cubes produits.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Ooredoo Algérie étend son réseau 5G sur toutes les wilayas

Fidèle à son engagement constant en faveur de l'innovation et de la mise à disposition des technologies les plus avancées à ses clients, Ooredoo Algérie annonce l'extension de son réseau de cinquième génération (5G) à l'ensemble des wilayas, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour une Algérie plus rapide, plus intelligente et plus connectée. Soucieuse de garantir l'égalité des chances et de permettre à l'ensemble de ses abonnés de bénéficier des mêmes avantages technologiques, et en réponse à une demande croissante à travers les différentes wilayas du pays, Ooredoo Algérie poursuit l'extension de la couverture de son service 5G afin d'englober l'ensemble du territoire national. Le réseau sera renforcé et le nombre de stations densifié afin d'assurer une couverture optimale et une expérience utilisateur conforme aux standards inter-

nationaux dans toutes les régions. Grâce à cette nouvelle avancée, Ooredoo devient le premier opérateur mobile à couvrir l'ensemble du territoire algérien avec la 5G. Dotée d'une technologie de pointe et d'une infrastructure avancée, l'entreprise dépasse ainsi, dès la première année, le nombre de wilayas prévues dans le cahier des charges pour le déploiement de la 5G, permettant à Ooredoo de rapprocher cette technologie de ses clients où qu'ils se trouvent à travers le pays. À cette occasion, le Directeur Général de Ooredoo Algérie, Monsieur Roni-Tohma, a déclaré : « L'extension de la 5G à l'ensemble du territoire national constitue un engagement stratégique par lequel nous renouvelons notre promesse d'accompagner nos clients vers un avenir numérique plus rapide et plus innovant. Nous avons toujours été convaincus que la transformation nu-

mérique est un droit pour tous les Algériens, où qu'ils se trouvent, et non un privilège réservé à certaines régions. Aujourd'hui, en couvrant l'ensemble du pays avec la technologie 5G, nous réaffirmons la volonté de Ooredoo de poursuivre ses investissements dans ses infrastructures et ses réseaux afin d'offrir une expérience conforme aux standards internationaux, tout en soutenant l'économie numérique, au service des Algériens, et en accompagnant les ambitions de la jeunesse ainsi que la digitalisation des entreprises. » Ooredoo Algérie rappelle également que toutes ses cartes USIM 4G sont entièrement compatibles avec la technologie 5G, permettant ainsi aux abonnés de passer facilement à cette nouvelle technologie sans avoir à changer de carte SIM.

Communiqué

LG ELECTRONICS Inauguration d'une laverie universitaire innovante au pôle de Sidi Abdellah

LG Electronics renforce son engagement social en Algérie avec l'inauguration d'une laverie moderne au sein du pôle universitaire de Sidi Abdellah. Cet équipement vise à améliorer le quotidien des étudiants et à soutenir les initiatives éducatives à fort impact social. L'inauguration s'est déroulée en présence de Monsieur Young Jhon Han directeur général de LG Algérie, et de Monsieur Mustapha Kamel Nabbi, Directeur Marketing chez LG Electronics Algérie, aux côtés des responsables du pôle universitaire. Dans le cadre de cette action, LG Electronics a fait don de 15 machines à laver, 1 téléviseur et 1 climatiseur, contribuant ainsi à l'amélioration concrète des conditions de vie au sein des résidences universitaires. Les machines à laver ajustent automatiquement les programmes selon le type de tissu et le poids du linge, avec un faible niveau sonore et une consommation optimisée d'eau et d'électricité. Le téléviseur offre une qualité d'image exceptionnelle pour les espaces communs, et le climatiseur assure un confort thermique optimal toute l'année. Au-delà de l'installation des équipements, cette initiative a pour objectif d'améliorer concrètement la vie quotidienne des étudiants en résidence. En leur offrant des solutions pratiques et fiables, LG Electronics leur permet de gagner du temps, de réduire les contraintes liées aux tâches domestiques et de se concentrer pleinement sur leur parcours académique et leur réussite universitaire. Le pôle universitaire de Sidi Abdellah regroupe cinq écoles nationales majeures et six résidences étudiantes, chacune accueillant entre 800 et 1 000 étudiants, pour un total de plus de 8 000 étudiants, avec des chambres individuelles garantissant confort et intimité. « Grâce à cette laverie universitaire, LG Electronics contribue concrètement à améliorer le quotidien des étudiants et à soutenir le développement du système académique en Algérie », a déclaré Mustapha Kamel Nabbi, Directeur Marketing chez LG Electronics Algérie, soulignant que cette initiative illustre la stratégie globale de responsabilité sociale de LG Electronics, qui met l'innovation au service du bien-être et de la réussite des communautés locales, tout en proposant des solutions durables à fort impact social.

Synthèse R E.

JIJEL

Réception ”courant 2026” de plus de 3.100 logements relevant des différentes formules d’habitat

Au total, 3.110 logements relevant des différentes formules d’habitat seront réceptionnés "au cours de l’année 2026" dans la wilaya de Jijel où ce secteur "connaît une dynamique certaine", a appris l’APS, dimanche, auprès des services de la wilaya. Les unités devant être réceptionnées en cours d’année sont constituées de 1.730 logements publics locatifs (LPL), 850 logements ruraux et 530 logements promotionnels aidés (LPA). Les services de la wilaya ont ajouté, dans le même contexte, qu’il sera "bientôt" procédé à la réalisation de plus de 5.700 logements des différentes formules, dont 3.130 unités AADL, 1.352 LPA, 1.000 logements ruraux et 300 LPL. La réception des différents programmes d’habitat en cours de réalisation dans les différentes communes de la wilaya de Jijel permettra de répondre aux besoins des citoyens et de réduire le taux d’occupation par logement (TOL), selon la même source.

R.N.

TIPASA

Près de 9.500 artisans recensés à travers la wilaya

Les services de la Chambre de l’artisanat et des métiers (CAM) de Tipasa ont recensé près de 9.500 artisans exerçant dans différents domaines à travers la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de cette instance. Les artisans de Tipasa manifestent un intérêt croissant pour l’obtention de la carte d’artisan, a indiqué Mohamed Amine Hamouda, chef de service à la CAM, notant que le nombre d’inscrits dans le secteur a atteint 9.472 artisans, au début de l’année en cours. Ce nombre d’artisans se répartit à raison de 2.312 inscrits dans l’artisanat d’art, 1.522 dans la fabrication de produits et 5.638 dans le domaine des services. L’activité de ces artisans a permis la création de 27.632 emplois, un fait qui illustre l’importance du secteur de l’artisanat traditionnel, qui suscite un intérêt croissant chez les jeunes, a ajouté le même responsable. Cet engouement pour les métiers de l’artisanat contribue également à dynamiser la vie économique, sociale, commerciale et touristique de cette wilaya du littoral algérien qui attire, tout au long de l’année, un nombre considérable de visiteurs et de touristes nationaux et étrangers. Dans le cadre de la modernisation de ses services, la Chambre de l’artisanat et des métiers a récemment lancé une nouvelle plateforme numérique, www.artisanat42.com, destinée à offrir plusieurs prestations aux artisans, notamment l’inscription à distance, la qualification, l’inscription aux salons régionaux et nationaux, ainsi que le renouvellement de la carte d’artisan biométrique, dont l’opération a débuté en décembre dernier. Selon M. Hamouda, ce projet de plateforme numérique vise principalement à rapprocher la CAM des artisans et à faciliter les procédures administratives en adoptant le principe du "zéro papier".

R.R

TIMIMOUN

Création de huit coopératives pour promouvoir l’activité agricole

Huit (8) nouvelles coopératives agricoles ont été créées dans la wilaya de Timimoun dans une perspective de promotion de l’activité agricole et de réalisation du développement durable, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ces coopératives sont appelées à insuffler une dynamique au secteur agricole et apporter un appui au développement de la production nationale en vue d’assurer la sécurité alimentaire, en organisant et facilitant l’activité agricole à travers la modernisation de ses techniques et le recours aux technologies modernes, a indiqué le DSA, Rafik Benmansour. Et d’ajouter que les coopératives, qui forment un cadre organisationnel fédérateur pour les agriculteurs et les investisseurs, représentent un mécanisme de production collective, d’intégration et d’échange d’expériences tout au long de l’itinéraire agraire, des labours à la commercialisation en passant par le semis et la récolte. De même qu’elles apportent aux agriculteurs un soutien technique et financier, a-t-il poursuivi, estimant qu’elles permettent de bénéficier de la mécanisation, de la dispo-

nibilité des intrants agricoles et des ressources, ainsi que de l’assurance, contribuant ainsi au développement durable et à l’intégration sociale. S’agissant de l’orientation des agriculteurs vers la création de coopératives, M. Benmansour a souligné qu’il s’agit d’une option stratégique tendant à soutenir les petits agriculteurs et développer leurs activités, relevant que cette option est confortée par la décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune de créer le Conseil national de la mécanisation agricole et de charger le groupe public agroalimentaire AGRODIV d’organiser la location de matériel agricole via les coopératives. Dans le même contexte, le DSA de Timimoun a estimé que les nouvelles mesures adoptées par l’Etat, notamment le décret exécutif 20-274 du 29 septembre 2020, modifiant et complétant le décret 96-459, qui

définit les règles régissant les coopératives, ont largement contribué à surmonter les contraintes rencontrées par les agriculteurs pour obtenir l’agrément nécessaire à la création de coopératives et bénéficier de facilitations. Le chargé des coopératives et des conseils professionnels à la DSA, Atik Laâla, a noté, de son côté, que les coopératives créées dans la wilaya de Timimoun se répartissent entre des coopératives de services et d’autres agricoles spécialisées, englobant diverses filières. Pour sa part, le président de la coopérative des céréales, Brahim Nasri, a mis en avant l’intérêt de la coopérative créée avec un groupe d’agriculteurs, soulignant l’importance de l’action collective entre agriculteurs en matière d’échange d’idées et de suggestions.

APS

BOUMERDES

Réalisation en cours de 14 projets pour renforcer l’AEP

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Boumerdes s’attelle actuellement à la réalisation de 14 projets de développement visant à renforcer les capacités d’alimentation en eau potable (AEP), a-on appris dimanche de la direction du secteur. Ces projets sont de nature à contribuer à l’amélioration de la sécurité hydrique et de la qualité du service public, en garantissant une alimentation régulière en eau potable sans interruption, a indiqué le directeur par intérim des ressources en eau, Kerchouche Mohamed, lors d’un

exposé présenté devant le Conseil exécutif de la wilaya. Il a cité parmi ces opérations en cours et dont la livraison est prévue progressivement durant l’année en cours, l’augmentation des capacités de pompage à la station de Kherrouba, le raccordement de 255 unités de la zone industrielle de Larbaâta au réseau d’eau potable, ainsi que la réalisation d’un réseau AEP au quartier « Meziraa » à Ouled Moussa. A cela s’ajoute la station de pompage et d’une conduite pour raccorder un réservoir de 5.000 m3 à Chaabet El Ameur, le

renouvellement des équipements des stations de pompage et des transformateurs électriques, ainsi que le renforcement des capacités de pompage vers la région haute de Bordj Menail. D’autres projets concernent la réhabilitation de la station de pompage de Ben Choud, l’alimentation en eau potable des villages du sud de Cap Djinet, la rénovation des réseaux d’eau dans les sièges des communes de Lagata et Beni Kethir, ainsi que la réalisation et l’équipement d’une station de pompage à Boulehaf, commune d’Ammal.

Il est également prévu de transférer la gestion du service public de l’eau potable dans la commune de Timenzrit à l’Algérienne des eaux (ADE). A noter que la wilaya de Boumerdes est essentiellement alimentée à partir du système de transfert d’eau du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), ainsi que par les barrages de Keddara, El Hamiz et Beni Amrane, en plus de l’eau dessalée issue des stations de dessalement de l’eau de mer (SDEM) de Cap Djinet et Corso.

APS

MILA

Plus de 4.000 actes de concession remis à des investisseurs agricoles depuis 2011

Pas moins de 4.046 actes de concession ont été remis, depuis 2011, à autant d’investisseurs agricoles de la wilaya de Mila, a fait savoir, dimanche, du directeur de l’antenne locale de l’Office national des terres agricoles (ONTA), Fouad Bounab. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l’APS, que les bénéficiaires du droit de jouissance perpétuelle se sont vus remettre des actes de concession des terres qu’ils exploitent, pour une durée de 40 ans renouvelable, dans le cadre des efforts d’as-

sainissement du foncier agricole dans la wilaya de Mila. « La commission de wilaya chargée de la conversion du droit de jouissance perpétuelle en concession a tenu, depuis 2011, pas moins de 21 réunions au cours desquelles 4.088 dossiers conformes aux conditions requises ont été examinés », selon la même source. Cela a permis de délivrer 4.046 actes de concession, soit près de 99 % du nombre de dossiers répondant aux conditions requises, a fait remarquer M. Bounab, ajoutant que le reste des dossiers a fait

l’objet de certaines réserves que les exploitants concernés ont été invités à lever. Le même responsable a rappelé que la conversion du droit de jouissance perpétuelle en concession « garantit de nombreux avantages aux bénéficiaires, tels que la possibilité de conclure des contrats de partenariat dans le domaine agricole, la possibilité de céder à des tiers, en plus de l’accès aux prêts bancaires et au soutien agricole ».

APS

NÂAMA

Plusieurs projets de développement au profit de la commune de Kasdir

Plusieurs projets de développement seront lancés, prochainement dans la commune de Kasdir (wilaya de Nâama), pour une enveloppe financière globale estimée à près de 160 millions de dinars, a indiqué, dimanche, Mohamed Sadek, chef de la daïra de Mekmen Benamar, dont relève cette collectivité locale. Ces projets, dont la majorité se trouve actuellement au stade de l’attribution des marchés aux entreprises de réalisation, s’inscrivent dans le cadre du programme de développement social et économique, qui comprend huit opérations d’un montant de 74 millions de dinars, ainsi que dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (FGSCL) pour la

réalisation de cinq opérations d’une valeur de 47 millions de dinars. Outre ces opérations, il convient d’ajouter la maintenance du réseau de voirie communale, pour laquelle 40 millions de dinars ont été alloués, afin de réaliser des axes urbains à l’entrée de la commune, a précisé le même responsable. Ces projets, qui seront réalisés au niveau du chef-lieu de la commune de Kasdir, ainsi que dans les localités qui en dépendent, tels que Abdelmoula, Sidi Belkacem et Kamel Mohamed, portent notamment sur le bitumage des routes urbaines, l’extension des réseaux d’eau potable et leur raccordement aux réservoirs d’eau, l’extension des réseaux d’assainissement et la réalisation d’un réseau d’éclairage public, a fait

savoir la même source. Parmi les autres nouveaux projets figurent également le raccordement à l’électricité et l’équipement de deux transformateurs électriques dans des lotissements d’habitation, la réhabilitation d’un stade de proximité, l’aménagement d’une place publique, l’entretien de mosquées, ainsi que l’aménagement urbain des villages et des agglomérations secondaires, notamment celles situées le long de la route nationale RN 22, a ajouté le même responsable. L’inscription de ces projets s’inscrit dans le cadre des efforts de l’Etat visant à améliorer les services publics, à fournir les infrastructures nécessaires et à renforcer le cadre de vie des citoyens, souligne-t-on.

R.N.

Les géniales intuitions de l’IA

HOMO NUMERICUS. Là où l’esprit humain s’égarait dans l’inconnu, la puissance de l’IA déchiffre désormais l’invisible. L’IA, devenue « oracle numérique » nous place à la croisée des chemins entre espérances et craintes.

Par Philippe Boyer, directeur relations institutionnelles et innovation à Covivio

En cette onzième année d’écriture de chroniques à dominante numérique, il me faut faire amende honorable. Pour être régulièrement critique des effets délétères des nouvelles technologies, en particulier de l’intelligence artificielle sur nos vies quotidiennes - outils et algorithmes nous interpellent, nous encadrent, nous guident, choisissent à notre place, répondent même, aux questions que nous ne nous posions pas -, il me faut reconnaître que l’IA peut aussi constituer une source d’optimisme, voire de joie (je m’emporte...). Non que cette technologie aurait décrypté les plus insondables mystères du cosmos (pas encore) mais il faut bien admettre que ses avancées extrêmement rapides sont époustouflantes et ouvrent de nouvelles perspectives.

Conjectures d’Erd s

Une récente discussion avec le professeur Gérard Biau, directeur du Sorbonne Center for Artificial Intelligence (SCAI) et par ailleurs membre de l’Académie des sciences, m’a ouvert de nouvelles perspectives sur les incroyables avancées de l’IA. En l’espèce, les modèles de langage développés par les grandes entreprises du secteur - Open AI (ChatGPT), Google (DeepMind), Anthropic (Claude)... - sont désormais capables de résoudre des problèmes scientifiques que l’on croyait "insolubles", à commencer par ceux de Paul Erdős, génial mathématicien hongrois décédé en 1996. Erdős est connu pour avoir notamment légué la théorie de Ramsey, qui étudie l’émergence de l’ordre au sein du chaos. Son exemple le plus célèbre est celui de la "fête" : combien d’invités faut-il pour garantir que trois d’entre eux

se connaissent ou s’ignorent totalement ? Si la réponse (6) est simple, extrapoler à un groupe de 5, ou plus 6 personnes interconnectés déclenche une "explosion combinatoire" dépassant le nombre d’atomes dans l’univers. Erdős affirmait qu’un calcul exact pour un groupe de 6 personnes serait hors de portée de l’humanité.

L’IA fait preuve « d’intuition numérique »

Dans le sillage de ce stimulant échange, corroboré par la lecture de travaux récents (je recommande l’excellent article de Scientific American : « Is AI on the precipice of revolutionizing math? It depends »), il apparaît que l’IA a réussi à ouvrir des brèches dans des conjectures, dont celles d’Erdős restées lettre morte depuis les années 1930. En s’attaquant frontalement à ces problèmes que la communauté scientifique pensait insolubles, l’IA ne s’est pas contentée de calculer. Elle a aussi fait preuve d’une sorte « d’intuition numérique », proposant des schémas de données et des structures inédites typiques d’une sorte de « flair algorithmique » validé par des figures de proue des mathématiques, à l’instar de Terence Tao, professeur à l’UCLA et médaille Fields.

Le défi "First Proof" : extraire l’aiguille d’une botte de foin

Mais l’IA a franchi un nouveau cap, plus impressionnant encore, avec le défi "First Proof". Ici, il ne s’agissait plus seulement de « flair » ou « d’intuition », mais de confrontation logique. Pour cela, onze mathématiciens de haut vol ont soumis à la communauté dix problèmes de recherche originaux et particulièrement ardue, avec une contrainte de temps drastique : une semaine pour y répondre. L’exploit est colossal : là où l’esprit humain peut mettre des mois à structurer une démonstration, les modèles de langage ont

apporté des réponses cohérentes à une majorité de ces défis : six selon les premières estimations. Si ces résultats font encore l’objet d’analyses rigoureuses pour en vérifier chaque virgule, la performance suggère un basculement historique : l’IA est désormais capable d’extraire l’aiguille d’une preuve valide d’une botte de foin de calculs, résolvant en quelques jours des problèmes qui n’avaient tout simplement jamais été domptés par des humains. En étant désormais capable d’exploiter des montagnes de données, ces nouveaux modèles prouvent qu’ils possèdent une autre faculté : celle de "sortir du cadre" pour tracer des voies inédites, là où l’esprit humain ne percevait alors que chaos et impossibilité. En entrouvrant des portes dont nous ignorions jusqu’à l’existence, il n’est pas exagéré de dire l’IA inaugure une ère de résolution de problèmes scientifiques des plus complexes, allant des mathématiques à la médecine, en passant par la physique et l’astronomie.

L’IA devient oracle

L’idée que l’IA progresse si puissamment dans l’abstraction mathématique est une excellente nouvelle. Socle de toutes les sciences, et en particulier de la « science informatique », les mathématiques secondées par l’IA sont peut-être à l’aube d’une nouvelle ère qui, à l’instar des conjectures d’Erdős, permettront de lever le voile sur d’autres problèmes. Au-delà des mathématiques, la puissance de l’IA sera de plus en plus capable de nous ouvrir les portes d’une compréhension inédite de notre biologie. En passant au crible des milliards de nos données génomiques, l’IA saura identifier les liens entre les variations de notre ADN et nos caractéristiques physiques ou de nos pathologies actuelles et futures. Ce séquençage de haute précision permettant de traquer ici les signatures génétiques qui

annoncent une prédisposition à une maladie ou là, de prédire et de personnaliser chaque diagnostic pour une médecine sur mesure, et ce grâce à la puissance de calcul des machines qui emmagasinent et traitent des milliards de données. Médecine prédictive, physique des particules ou mystères du Big Bang... le terrain de jeu de la connaissance scientifique s’élargit grâce à l’IA, oracle de ce siècle.

Le meilleur comme le pire

Évidemment, cette capacité phénoménale à extraire de l’information du chaos ne s’arrête pas aux frontières des laboratoires. Loin d’un « technologisme » béat, cette puissance de calcul qui sait aujourd’hui déchiffrer une cellule cancéreuse ou résoudre une conjecture d’Erdős peut tout aussi bien, et avec la même efficacité, se muer en un outil de surveillance de masse ou de guerre automatisée (l’actualité géopolitique le démontre...). Car traiter des montagnes de données pour y déceler des tendances invisibles ou avoir l’intuition de corrélations permet aussi de traquer des comportements humains « anormaux », de prédire des mouvements de foule voire de cibler des individus avec une extrême précision. Dans les mains de stratèges militaires, on comprend que ce "nouvel oracle" peut se muer en bras armé d’une société déshumanisée. La récente décision d’Anthropic de bloquer l’utilisation de son IA par le Pentagone pour la « surveillance intérieure de masse » et les « armes complètement autonomes » témoigne qu’entre la découverte scientifique et l’oppression technologique, la frontière est ténue. Là réside tout le paradoxe de cette IA qui fait à présent partie de nos vies : elle sait résoudre l’impensable mais nous impose de rester plus que jamais éveillés.

Source : La Tribune.fr, publié le 9/03/2026

Les États-Unis vont verser \$10 milliards au « Conseil de la paix », soit 12 fois leur contribution à l’ONU

Par Sharon Zhang (*)

Les détracteurs affirment que Trump cherche à remplacer l’ONU par le « Conseil de la paix », dont il est à la tête. Le président Donald Trump a déclaré que les États-Unis allaient verser 10 milliards de dollars à son « Conseil de la paix » néocolonialiste, soit plus de 12 fois la contribution des États-Unis à l’ONU cette année et plus du double du montant que les États-Unis doivent actuellement à l’organisation internationale. Trump a fait cette annonce lors d’un discours prononcé jeudi devant le Conseil de la paix, affirmant que ce dernier, qu’il a fondé et qu’il contrôle, « montre comment construire un avenir meilleur ». « Je tiens à vous informer que les États-Unis vont verser une contribution de 10 milliards de dollars au Conseil de la paix », a-t-il déclaré. « Nous avons reçu un soutien important pour ce montant. Et ce montant est très modeste si on le compare au coût de la guerre. Cela représente deux semaines de combats. » On ne sait pas encore comment le gouvernement américain fournira ce finance-

ment. Le Conseil de la paix a été créé unilatéralement par Trump et son administration, et n’a été approuvé ni par le Congrès ni par aucun autre organe législatif. Le Congrès est généralement chargé d’allouer les fonds, mais l’administration Trump a enfreint la procédure à d’innombrables reprises en toute impunité. Le sénateur Chris Murphy (D-Connecticut) a déclaré qu’il serait « totalement illégal » pour Trump de financer unilatéralement le Conseil par le biais du gouvernement américain. L’administration Trump exige des pays qu’ils s’engagent à verser 1 milliard de dollars au Conseil pour devenir membres permanents. Trump a déclaré jeudi que 10 pays avaient jusqu’à présent contribué à hauteur de 7 milliards de dollars à un prétendu plan d’aide à Gaza, notamment l’Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis. La contribution des États-Unis serait plus de 12 fois supérieure à leur engagement de 767 millions de dollars au budget de l’ONU, qui oscille généralement entre 3 et 4 milliards de dollars par an. Cependant, les responsables de l’ONU affirment que

les États-Unis n’ont ni versé leur contribution ni déboursé les fonds promis pour d’autres programmes tels que les initiatives de maintien de la paix de l’ONU. Au total, les États-Unis doivent environ 4 milliards de dollars, selon les responsables de l’ONU. Jeudi, les États-Unis ont versé environ 160 millions de dollars sur les 4 milliards qu’ils doivent, a déclaré l’ONU, soit environ 4 % de leur dette et moins de 2 % du montant promis par Trump à son conseil d’administration. L’ONU a averti l’année dernière qu’elle se fonderait financièrement si ses membres, principalement les États-Unis, ne payaient pas leurs contributions. Trump a également déclaré jeudi qu’il souhaitait financer et « renforcer » l’ONU, et s’assurer qu’elle « soit viable ». Cette déclaration est presque absurde si l’on considère que son administration retient les fonds destinés à l’ONU, se retire de nombreuses agences des Nations unies et sape le système juridique internationale. Cette annonce semble confirmer l’objectif de Trump de remplacer l’ONU par son propre système dystopique qui servirait à mettre en œuvre toute vision colonialiste

qui lui plaît, ainsi qu’à ses collègues tels que Jared Kushner. On ne sait pas encore clairement comment ces fonds seront utilisés. Le président a déclaré que ces fonds seraient utilisés pour « développer » Gaza. Kushner, l’un de ses principaux conseillers pour le Moyen-Orient, a présenté un plan visant à transformer Gaza en une « ville intelligente » techno-capitaliste, apparemment sous le contrôle militaire des « Forces internationales de stabilisation (ISF) ». Les Palestiniens, toujours confrontés au génocide perpétré par Israël, ne semblent avoir aucun rôle à jouer dans la détermination de l’avenir de Gaza dans le plan de Trump. Le Guardian a rapporté jeudi que l’administration Trump prévoit de construire une base militaire de 5 000 personnes à Gaza, qui sera gérée par l’ISF. La base s’étendra sur 140 hectares, sera entourée de barbelés et gardée par 26 tours de guet blindées.

(*) Rédactrice d’actualités chez Truthout, où elle couvre la politique, le climat et le travail.

Source : Truthout ; publié le 19-02-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Une feuille de route pour transformer le climat des affaires

Le ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur, Mohamed Farid Saleh, a présenté la stratégie du gouvernement pour améliorer le climat des affaires en Égypte, lors de l'iftar annuel de la Chambre de commerce américaine au Caire. Il a souligné qu'il n'existe pas de « solution miracle » pour réformer l'environnement d'investissement, insistant plutôt sur une approche progressive et cumulative visant à résoudre les obstacles au niveau microéconomique. Le ministre a mis en avant plusieurs indicateurs positifs, notamment le passage du déficit des avoirs extérieurs nets de 27,2 milliards de dollars à un excédent dépassant 25,5 milliards, ainsi que l'augmentation de la part des investissements du secteur privé, passée d'environ 35% à plus de 53-54%. Le gouvernement ambitionne également une numérisation complète du climat d'investissement dans les deux prochaines années, en coordonnant l'action de plusieurs organismes afin de simplifier les procédures et éviter les blocages administratifs. Concernant l'entrepreneuriat, le ministre a annoncé la création d'un fonds de capital-risque (VC Fund) et d'un registre dédié aux start-ups pour faciliter leur accès au financement et aux licences. Il a par ailleurs évoqué des projets liés à la durabilité et aux marchés du carbone, ainsi que la mise en place prochaine de fonds industriels destinés à soutenir la production et à accroître les exportations égyptiennes.

Agence

MAURITANIE

Le ministre des affaires économiques en Arabie Saoudite pour la signature d'accords avec le groupe de la BID

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya, s'est rendu aujourd'hui à Djeddah, en Arabie saoudite, pour une visite officielle au Groupe de la Banque islamique de développement. Cette visite a pour objectif la signature d'une série d'accords de financement avec le Groupe de la Banque islamique de développement, ainsi que la conclusion d'un certain nombre d'accords de partenariat avec ses filiales spécialisées, notamment l'Institut islamique de développement du secteur privé et l'Institut islamique international de financement du commerce, afin de soutenir les projets de développement et de renforcer la coopération économique. Au cours de sa visite, le ministre tiendra également des réunions de haut niveau consacrées à l'examen et au développement du cadre de partenariat stratégique entre la Mauritanie et le groupe de la Banque, et à l'exploration de perspectives de coopération plus larges dans les domaines qui soutiennent le développement économique du pays.

R I

MAURITANIE

La SNIM, vaisseau amiral de la croissance, monte en puissance

Le navire minéralier avance tel un géant des mers en direction du Cap Blanc. En cette matinée de novembre, le ciel est bleu, la mer est d'huile. À la passerelle de commandement, Mohamed Ould Kotob scrute l'horizon avec ses jumelles. À quelques miles nautiques des côtes mauritaniennes, le capitaine manœuvre le navire de grande envergure, l'un des plus imposants de sa catégorie. « Nous prévoyons d'être à quai dans vingt minutes », lance-t-il à la radio en direction du maître du port minéralier de Nouadhibou.

Synthèse Rédaction Intrenationale

L'échange radio rythme l'approche du navire. Au port minéralier de Nouadhibou, une communication en apparence ordinaire, mais qui est bien le signe d'une transformation profonde dans les infrastructures locales. Quelques années en arrière, une telle manœuvre était impensable au regard de la taille et du poids d'un tel navire. L'ancien port limitait les opérations à des bateaux minéraliers de 150 000 tonnes, contraint

par un tirant d'eau de 16,15 mètres. « Nous sommes sur un des plus grands minéraliers au monde. C'était vraiment impossible de manœuvrer un navire d'une telle envergure dans l'ancien port », se souvient Mohamed Ould Kotob. Avec les travaux réalisés ces dernières années, la donne a changé. Le chenal, dragué sur 25 kilomètres, dépasse désormais 22 mètres de profondeur, offrant un tirant d'eau de plus de 18 mètres. Résultat : le port minéralier de Nouadhibou peut accueillir de très grands minéraliers. «

Actuellement, les navires peuvent être chargés jusqu'à 230 000 tonnes », confirme le marin. Capitaine de la marine marchande et pilote senior à la Société nationale industrielle et minière (SNIM) depuis trente ans, Mohamed Ould Kotob voit dans ce saut capacitaire une rupture nette avec le passé. Fini les contraintes techniques qui limitaient l'exportation et, par extension, la compétitivité de la filière minière mauritanienne.

IRAK

La production pétrolière chute d'environ 60 % après les attaques contre l'Iran

Bagdad évoque l'impact des tensions régionales et de la fermeture du détroit d'Ormuz sur ses exportations. La production quotidienne de pétrole en Irak a chuté d'environ 60 % après les attaques menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran, selon des responsables irakiens. Le directeur général adjoint de la société des champs et licences pétroliers, rattachée au ministère irakien du Pétrole, Kazem Abdulhasan Karim, a fait des déclarations sur la production pétrolière du pays.

Selon lui, la production pétrolière du pays est passée d'environ 3,3 millions de barils par jour à 1,3 million de barils par jour après les attaques menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Karim a indiqué que la zone pétrolière de Bercisiye, située dans le sud-ouest de la province de Bassora, avait été ciblée par deux drones, causant des dommages dans les entrepôts d'une entreprise étrangère opérant dans la région, tout en précisant que les installations de production pétrolière

n'avaient pas été touchées. L'Irak avait annoncé mardi 3 mars qu'il réduirait sa production de pétrole brut en raison de la baisse des exportations consécutive à la fermeture du détroit d'Ormuz. L'entité sioniste et les États-Unis ont lancé une attaque militaire contre l'Iran le 28 février alors que des négociations étaient en cours entre Téhéran et Washington. L'Iran a riposté en menant des attaques contre Israël ainsi que contre des cibles situées dans certains pays de la région abritant des bases américaines, no-

tamment au Qatar, aux Émirats arabes unis et à Bahreïn. Lors des attaques américano-israéliennes, le guide suprême iranien Ali Khamenei ainsi que de nombreux hauts responsables ont été tués. L'ambassadeur permanent de l'Iran auprès des Nations unies, Saïd Iravani, a déclaré lors d'une intervention à l'ONU qu'au moins 1.332 civils iraniens avaient été tués et que des milliers d'autres avaient été blessés depuis le début des attaques.

Agence

QATAR

La Banque centrale maintient le télétravail dans les institutions financières

La Banque centrale du Qatar a annoncé sa décision de maintenir le télétravail, avec un maximum de 70 % d'employés travaillant à distance dans chaque institution financière, en accordant la priorité aux mères et aux per-

sonnes en situation de handicap, sous réserve que cela n'affecte pas les exigences du poste. Dans un communiqué publié sur son site internet, la Banque centrale du Qatar a précisé que chaque institution fi-

nancière devra organiser la présence de 30 % de ses employés dans leurs bureaux, à compter de demain, lundi, et jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure s'applique à toutes les institutions financières opérant dans le pays.

AVEC UNE PREMIÈRE HISTORIQUE EN TUNISIE

Wifak Bank affirme son ambition durable

Wifak Bank vient de franchir une étape marquante dans son parcours. En publiant son premier rapport de durabilité au titre de l'exercice 2024, la banque affirme une ambition claire : faire de la responsabilité, de la transparence et de l'engagement durable des piliers de sa croissance. La publication a été relayée par la Bourse de Tunis le 5 mars 2026 au titre du reporting ESG 2024 de Wifak International Bank. Cette initiative revêt une portée particulière. Wifak Bank est présentée comme la première banque islamique en Tunisie à publier un rapport de durabilité, une avancée qui vient conforter son positionnement d'acteur moderne,

structuré et attentif aux grandes évolutions du secteur financier. Le signal est d'autant plus fort que Wifak Bank est une banque cotée en Bourse. Son statut sur la place de Tunis explique naturellement la publication de cette information via la BVMT, dans le cadre de la communication financière et extra-financière des sociétés cotées. La banque se présente d'ailleurs elle-même comme cotée à la Bourse de Tunis. Au-delà de son aspect institutionnel, ce rapport traduit surtout une vision. Il raconte une banque qui ne veut pas seulement afficher des résultats, mais aussi donner du sens à sa trajectoire, mieux rendre compte de son impact et inscrire

son développement dans le temps long. Dans un environnement où la confiance se construit autant sur la performance que sur la cohérence des engagements, ce choix renforce l'image d'une banque qui avance avec méthode et avec conviction. Avec cette première publication, Wifak Bank ne signe pas seulement un exercice de reporting. Elle pose un jalon important dans son évolution et confirme sa volonté de conjuguer finance islamique, modernité et responsabilité. Une manière d'ouvrir un nouveau chapitre, à la fois prometteur pour la banque et inspirant pour le paysage financier tunisien.

R I.

GHANA

La réforme des redevances sur l’or inquiète les compagnies minières

Premier producteur africain d’or, le Ghana a récemment engagé plusieurs réformes pour maximiser la rente tirée du métal qui constitue également son principal produit d’exportation. Parmi elles figure l’adoption d’un nouveau barème de redevances destiné à mieux profiter des niveaux de prix actuels.

Par R I/Agence

Face à la hausse prolongée des prix de l’or, le Ghana prévoit d’introduire cette année un nouveau barème de redevances pouvant porter les taux jusqu’à 12 %, soit plus du double du niveau actuel. La mesure suscite déjà de vives inquiétudes, non seulement chez les compagnies minières, mais aussi désormais auprès de plusieurs gouvernements étrangers, dont ceux des États-Unis et de la Chine.

Pékin, Washington et Londres à l’unisson

Initialement annoncée à la mi-janvier, la réforme des redevances aurifères au Ghana est toujours en cours d’adoption. Au prix actuel de l’or, proche de 5 100 dollars l’once, elle obligerait, si elle entrait en vigueur, les compagnies minières à reverser 12 % des revenus de leurs mines d’or à l’État ghanéen, contre 5 % actuellement. Une perspective face à laquelle des missions diplomatiques de la Chine, des États-Unis, du Royaume-Uni ou encore du Canada ont récemment exprimé leurs préoccupations quant à ses implications. Selon des informations rapportées en fin de semaine dernière par Reuters, ces démarches visaient principalement à inciter les autorités ghanéennes à suspendre la hausse prévue des redevances. Les diplomates estiment qu’une

telle réforme pourrait fragiliser la rentabilité des sociétés minières opérant dans le pays. Accompagnée d’autres pays tels que l’Australie et l’Afrique du Sud, la mission diplomatique aurait même présenté un document commun aux autorités d’Accra, exposant leurs réserves et appelant à la poursuite des discussions avec le gouvernement.

« C’est la première fois que je vois la communauté diplomatique s’impliquer à cette échelle [...]. Les chefs de mission ont exprimé leur inquiétude quant aux difficultés que rencontreront les mineurs dans leurs conditions d’exploitation », a déclaré une source proche du dossier, citée par Reuters. Si cette intervention diplomatique groupée peut sembler inhabituelle, elle n’est toutefois pas totalement surprenante. La majorité des grandes compagnies aurifères présentes au Ghana sont en effet originaires de ces pays, à l’image de l’américain Newmont, du chinois Zijin Gold ou encore du sud-africain Gold Fields. Ces acteurs avaient déjà exprimé leurs préoccupations il y a quelques semaines, par la voix de la Chambre des Mines du Ghana, organisation qui représente l’industrie aurifère dans le pays.

Des concessions, mais toujours pas suffisantes

De son côté, le gouvernement ghanéen n’est pas resté indifférent aux préoccupations ex-

primées par les acteurs du secteur aurifère. Début février, Reuters rapportait ainsi que les autorités avaient proposé aux compagnies minières d’ajuster une taxe additionnelle dite du « Growth and Sustainability Levy », afin de faciliter l’adoption du nouveau système de redevances. Actuellement fixée à 3 %, cette taxe verrait dans ce cadre son taux réduit à 1 %. Cette concession n’a toutefois pas convaincu la Chambre des Mines. L’organisation plaide plutôt pour la suppression pure et simple de cette taxe et pour l’adoption d’un nouveau régime de redevances reposant sur un barème plus modéré, compris entre 4 % et 8 %. À ce stade, l’état d’avancement des discussions engagées avec le gouvernement sur ces différentes propositions reste incertain. Il reste également à voir quel impact pourrait avoir l’implication croissante des gouvernements étrangers dans ce débat.

Les enjeux sont pourtant de taille pour le Ghana. À travers cette réforme, le pays cherche à maximiser les revenus tirés de l’or, son principal produit d’exportation, dans un contexte de hausse prolongée des prix du métal. Cette démarche s’inscrit également dans un mouvement plus large observé chez plusieurs producteurs africains, à l’image du Mali et du Burkina Faso, qui ont récemment revu leurs cadres fiscaux pour capter une plus grande part de la rente minière. Pour l’heure, aucune échéance précise n’a encore été an-

CAMEROUN

Seulement 45,9 millions USD investis par les particuliers dans les titres publics

En Afrique centrale, les ressortissants des différents pays de la sous-région investissent dans les titres émis par les États. Certains pays misent plus sur ces titres que d’autres.

Au Cameroun, l’investissement des particuliers dans les titres publics peine à s’installer, notamment sur le marché des valeurs du Trésor piloté par la BEAC, la Banque centrale des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et République centrafricaine). Selon les données collectées sur ce marché au 31 janvier 2026, les particuliers camerounais ont investi 25,9 milliards de FCFA (environ 45,9 mil-

lions USD) dans les titres publics émis par les États. Le contraste est net avec d’autres pays de la zone. Au Gabon — premier émetteur souverain de la Cemac — les particuliers ont souscrit 71,7 milliards de FCFA, un montant proche de trois fois l’investissement des particuliers camerounais, selon les données officielles. Sur la même période, les particuliers congolais ont injecté plus de 70 milliards de FCFA dans les titres publics émis dans la Cemac, soit là encore près de trois fois plus que leurs homologues du Cameroun. Le Tchad se distingue davantage. Dans ce pays pourtant classé parmi

les « petits poucets » du marché des titres publics de la Cemac avec la Guinée équatoriale et la RCA, la culture de l’investissement dans les valeurs du Trésor apparaît plus ancrée. D’après la BEAC, à fin janvier 2026, les particuliers tchadiens ont souscrit 108 milliards de FCFA, soit environ quatre fois le niveau observé au Cameroun, souvent présenté comme la locomotive économique de la sous-région.

Des particuliers globalement peu dynamiques

Au-delà de ces écarts nationaux, les personnes physiques restent une catégorie d’investisseurs marginale à

l’échelle de la Cemac. À fin janvier 2026, elles ne détenaient officiellement que 3 % des valeurs du Trésor en circulation, pour un investissement global de 287,6 milliards de FCFA. Les institutionnels (compagnies d’assurance, fonds de pension, etc.) se montrent sensiblement plus actifs : 1 808,8 milliards de FCFA d’investissements, soit 19,1 % de l’encours global sur la période revue. Les établissements de crédit non agréés comme spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) détiennent 13,7 % des titres, pour une valeur totale de 1 297,3 milliards de FCFA.

ANGOLA

Un échange de dette pour financer l’éducation avec l’appui de la Banque mondiale

Avec l’appui de la Banque mondiale et de la MIGA, l’Angola prépare un échange de dette destiné à financer l’éducation. L’opération doit réduire le coût de sa dette et permettre la construction de nouvelles écoles.

L’Angola a désormais le soutien du Groupe de la Banque mondiale pour mettre en place un échange de dette destiné à financer son système éducatif. L’opération, approuvée jeudi 5 mars, repose sur des garanties financières accordées par la Banque mondiale et l’Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).

Concrètement, le gouvernement angolais prévoit de racheter jusqu’à 400 mil-

lions de dollars de dette commerciale, jugée particulièrement coûteuse. Grâce aux garanties internationales, cette dette pourra être refinancée via un nouveau prêt à des conditions plus favorables. Les économies réalisées sur le service de la dette seront ensuite réorientées vers la construction d’écoles et d’autres investissements dans l’éducation, selon les institutions impliquées.

Un mécanisme financier de plus en plus utilisé

Les échanges de dette contre investissements, appelés « debt swaps », permettent aux États de réduire leurs charges

financières tout en consacrant davantage de ressources à des secteurs prioritaires. L’opération angolaise serait la deuxième de ce type soutenue par la Banque mondiale, après un premier accord conclu en 2024 avec la Côte d’Ivoire, également destiné à financer des infrastructures scolaires. Dans un contexte où plusieurs pays font face à des niveaux d’endettement élevés et où l’aide publique au développement tend à diminuer, ces mécanismes innovants attirent un intérêt croissant.

Un autre financement pour le corridor de Lobito

En parallèle, la Banque mondiale a approuvé un prêt de 750 millions de dollars en faveur de l’Angola. Ce financement doit soutenir le développement du corridor de Lobito, un projet d’infrastructure stratégique reliant les régions minières de la Zambie et de la République démocratique du Congo au port angolais de Lobito, sur la côte atlantique. Les autorités angolaises ont par ailleurs indiqué qu’elles réfléchissent à un autre échange de dette dédié au secteur de la santé, sans préciser pour l’instant quels partenaires financiers pourraient fournir les garanties nécessaires.

R I.

SÉNÉGAL

Le Trésor veut accroître la participation des assureurs aux titres publics

Face aux tensions sur les finances publiques et à l’accès limité aux financements extérieurs, le Trésor sénégalais a engagé un dialogue avec les compagnies d’assurance afin d’accroître leur participation aux émissions de titres publics.

La direction générale de la comptabilité publique et du Trésor sénégalais a organisé le mardi 3 mars à Dakar une rencontre avec les compagnies d’assurance du pays, réunies au sein de leur fédération. L’initiative vise à renforcer le dialogue entre l’État et les assureurs afin d’accroître leur participation au financement de l’économie.

Le Trésor considère les compagnies d’assurance comme des partenaires dans la mobilisation de ressources pour l’État. Ces institutions collectent des primes qui peuvent être investies sur de longues périodes. Cette capacité correspond aux besoins de l’État, qui cherche à lever des ressources sur des maturités étendues. Les autorités sénégalaises souhaitent donc accroître la contribution du secteur de l’assurance dans les émissions de titres publics. À ce stade, la participation des assureurs reste limitée. Leur contribution représente moins de 33 % de celle des banques. Le Trésor veut rééquilibrer cette structure afin d’élargir la base d’investisseurs et de renforcer le rôle de ces acteurs non bancaires dans le financement de l’économie.

R I.

FLAMBÉE DU PÉTROLE

Les Bourses européennes ouvrent en nette baisse

Les principales Bourses européennes sont en forte baisse lundi en début de séance, la flambée des cours du pétrole faisant craindre aux investisseurs une résurgence de l'inflation et des répercussions sur l'activité économique.

À Paris, le CAC 40 perd 2,49% à 7.794,29 points vers 08h17 GMT. À Francfort, le Dax recule de 2,61% et à Londres, le FTSE 100 cède 1,77%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 2,83%, le FTSEurofirst 300 perd 2,30% et le Stoxx 600 abandonne 2,26%.

Les prix du pétrole dépassent les 100 dollars lundi matin après s'être envolés de plus de 25% sur les marchés asiatiques, portés par les graves perturbations de l'approvisionnement dans le détroit d'Ormuz en raison du conflit en Iran et du fait que plusieurs pays producteurs ont dû réduire leur produc-

tion, la guerre s'étant étendue aux pays du Golfe. La nomination de Mojtaba Khamenei pour succéder à son père l'ayatollah Ali Khamenei à la tête de l'Iran a également contribué à la hausse des cours, la décision de Téhéran risquant de provoquer la colère du président américain Donald Trump, qui avait précédemment réitéré son souhait de participer au processus de sélection du nouveau dirigeant iranien. "L'Iran devrait poursuivre la fermeture du détroit d'Ormuz et les attaques contre les installations d'autres pays producteurs de pétrole, comme on l'a vu la semaine dernière", a déclaré Satoru Yoshida, analyste en matières premières chez Rakuten Securities, prédisant que le brut léger américain pourrait atteindre 120 dollars ou même 130

dollars le baril dans un délai relativement court. L'envolée des cours s'est toutefois quelque peu calmée après que le Financial Times a rapporté plus tôt dans la journée que les ministres des Finances du G7 discuteraient lundi d'une libération conjointe des réserves stratégiques de pétrole, une information confirmée à Reuters par une source du gouvernement français. Les compagnie aériennes sont en forte baisse à l'ouverture, Air-France KLM reculant de plus de 5% et Lufthansa de plus de 4%. Tous les secteurs du Stoxx sont lundi dans le rouge, le compartiment des voyages perdant 2,58%, les banques 2,93%, les matières premières 3,96% et la défense 3,65%.

R.I.

ASIE

Les Bourses de Tokyo et Séoul dévissent de 6%

Le baril de pétrole a dépassé les 100 dollars lundi en début d'échanges asiatiques, une première depuis juillet 2022, flambant de plus de 15% dans des marchés paniqués par la prolongation du conflit au Moyen-Orient, tandis que les Bourses de Tokyo et Séoul dévissaient de 6% peu après l'ouverture. Vers 00H20 GMT, le baril de West Texas Intermediate (WTI, référence du marché américain), s'envolait de 18,3%, à 107,54 dollars. Il est monté jusqu'à 111,24 dollars. Le contrat de référence sur le gaz naturel américain était lui en hausse de quelque 7%. Vers 00H35 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei perdait 6,07% à 52.246 points. L'indice élargi Topix abandonnait 5,08%. A Séoul, l'indice Kospi dévissait de 6,48% à 5.223 points, après avoir déjà connu une évolution sur des montagnes russes la semaine dernière. Ces plongeurs interviennent dans la foulée de la flambée des cours du pétrole, et alors qu'un

net repli de Wall Street vendredi alimentait déjà la fébrilité des investisseurs. Tokyo et Séoul sont des places financières particulièrement exposées. La Corée du Sud, huitième plus gros consommateur de brut du monde --et quatrième plus gros importateur--, importe environ 70% de son pétrole du Moyen-Orient... et son économie repose largement sur une industrie tech très énergivore. Le Japon, de son côté, pauvre en ressources naturelles, est le cinquième plus gros importateur de pétrole brut et deuxième plus gros importateur de GNL du globe. Soutenu par son statut de valeur-refuge sur le marché des changes, et devise dans laquelle se négocie le pétrole, le dollar grimpe de 0,52% face à la devise japonaise, à 158,63 yens pour un dollar. L'or, en revanche, voyait son éclat terni: il cédait 2,42% à 5.046 dollars l'once.

APS

USA

Les valeurs à suivre à Wall Street

Principales valeurs à suivre lundi à Wall Street, où les contrats à terme sur les principaux indices suggèrent une ouverture en baisse de 0,87% pour le Dow Jones , de 0,77% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,85% pour le Nasdaq :
* APOLLO - La branche d'investissement sportif du fonds américain, Apollo Sports Capital, finalisera l'acquisition de 55% du club de football espagnol Atlético Madrid le 12 mars, a annoncé lundi le journal espagnol Expansion, citant des sources.
* Le SECTEUR BANCAIRE pourrait continuer à souffrir lundi de la dégradation des conditions de crédit induite par le conflit armé au Moyen-Orient et son impact sur l'énergie et l'inflation, après avoir reculé .SPXBK de 2,03% vendredi. BLACKROCK BLK. est à surveiller tout particulièrement, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde ayant terminé sur une baisse de 7,1% vendredi après avoir décidé de limiter les retraits d'un fonds de crédit privé phare.
* KKR - Le groupe de capital-investisse-

ment travaille avec des conseillers sur la vente de la société de refroidissement de centres de données CoolIT Systems pour un montant pouvant dépasser 3 milliards de dollars, a rapporté dimanche le Financial Times, citant des sources proches du dossier.
* NOVO NORDISK , prévoit de commercialiser ses médicaments amaigrissants sur la plateforme HIMS & HERS HEALTH, mettant ainsi fin à un différend entre les deux sociétés qui avait dégénéré en bataille juridique le mois dernier, a rapporté vendredi Bloomberg. L'action Hims & Hers bondit de 37,9% en avant-Bourse.
* ORACLE et OPENAI ont abandonné leur projet d'agrandissement d'un centre de données phare dédié à l'intelligence artificielle au Texas après des négociations interminables sur le financement et l'évolution des besoins d'OpenAI, a rapporté vendredi Bloomberg, citant des sources proches du dossier.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mars 2026
Valeur : 11 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.4286	131.4436
1	EUR	EURO		151.8920	151.9357
1	GBP	POUND STERLING		175.3550	175.3985
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9569	82.9716
1	CNY	CHINESE YUAN		19.0049	19.0098
1	CHF	SWISS FRANC		168.8012	168.8855
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9810	97.0063
1	DKK	DANISH KRONE		20.3371	20.3407
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2458	14.2511
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6782	13.6845
1	AED	UAE DIRHAM		35.7736	35.7923
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0112	35.0171
1	KWD	KUWAITI DINAR		428.9445	429.1335
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5364	44.9840
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1157	14.1173
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5682	20.6734
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3031	3.3134
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0257	179.0257

OUVERTURE PARIS

Le CAC 40 chute sous les 7.800 points!

L'envolée des prix du baril de pétrole à près de 110\$ pèse lourdement sur les places boursières partout dans le monde ce matin et notamment à Paris où le CAC 40 chute de 2,60% à 7.785 points, alors que les investisseurs sont déjà effrayés par les répercussions inflationnistes de la guerre au Moyen-Orient. Le DAX allemand abandonne aussi environ 2,50%, alors que le Nikkei japonais a clôturé en chute de 5,20%.

La reprise des cotations sur le pétrole dimanche soir a propulsé les cours du pétrole au-delà de la barre des 100\$ le brent, à 108\$ ce lundi matin en Asie (+18%). Les cours avaient déjà bondi de 30% la semaine passée depuis le déclenchement de la guerre en Iran. Les prix du brut retrouvent actuellement des niveaux oubliés depuis la mi-2022, tandis qu'une série de grands producteurs ont été contraints de réduire leurs approvisionnements ce

week-end en raison des attaques opérées par l'Iran sur leurs moyens de production et de transport, en particulier en Irak et au Koweïl. Les graves perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz se poursuivent ce lundi, réduisant le trafic à quelques rares navires. Le Brent grimpait même à 119,50 dollars le baril au plus haut, tandis que le brut léger américain rejoignait les 119 dollars dans la nuit. Wall Street

Ce vendredi, le S&P 500 a cédé -1,33%, revenant à 6.740 pts. Sur la semaine, l'indice décroche de -2,06%. Le Dow Jones redonne -0,95%, tombant à 47.501 pts. La semaine est au rouge vif pour les valeurs industrielles, qui décrochent de -2,87%. La glissade du Nasdaq est un peu moins soutenue. Le Composite décroche de -1,59% ce vendredi, revenant à 22.387 pts. Sans cette journée, le Nasdaq aurait été à l'équilibre, puisqu'en glissement heb-

domadaire son repli est également de -1,59%.
Eco et devises
Des indicateurs pas très réjouissants pour commencer la semaine en Allemagne. La production industrielle a baissé de 0,5% en janvier après un repli de 1,0% (révisé de -1,9%) en décembre, a annoncé l'Office fédéral de la statistique (données préliminaires). Le marché tablait sur un rebond de 1%.
Agence

EMPLOIS DÉTRUITS, CHÔMAGE EN HAUSSE...

La santé de l'économie américaine inquiète

Le marché du travail américain a perdu 92 000 emplois au mois de février. Si le gouvernement se veut rassurant, des économistes se préoccupent d'une possible récession.

Par R I/Agence

Une publication qui a créé la surprise. Les données officielles du ministère du Travail américain indiquent que la première économie mondiale a détruit 92 000 emplois le mois dernier et le chômage y a grimpé, à 4,4 %. Un développement qui ravive les inquiétudes sur l'état réel de l'économie américaine dont Donald Trump vante la bonne santé ces derniers mois. Les investisseurs s'attendaient à des créations nettes d'emplois et à ce que le chômage reste inchangé à 4,3 %. Mais, une grève paralyse le secteur de la santé (les grévistes sont temporairement comptés comme des salariés en moins). Une grève à qui le service statistique du ministère du Travail (BLS), impute ces chiffres décevants. Cela ne suffit toutefois pas à expliquer un tel recul. Surtout, les mois précédents ont subi d'importantes révisions à la baisse. Le rap-

port de janvier, qui avait été jugé très bon, l'est désormais un peu moins. Et l'actualisation des données montre que les États-Unis avaient en fait déjà détruit des emplois au mois de décembre. « L'histoire économique vient de changer de manière spectaculaire. (...) Les questions relatives à une éventuelle récession sont de nouveau d'actualité », a estimé, sur X, Justin Wolfers, professeur d'économie à l'université du Michigan.

Le gouvernement confiant

Depuis son retour au pouvoir l'an dernier, le président Donald Trump affirme qu'il a remis l'économie sur les rails. La croissance a toutefois ralenti en 2025, à 2,2 % contre 2,8 % sous son prédécesseur démocrate Joe Biden. Même si le chômage est resté relativement faible, les embauches ont été au point mort l'an dernier.

La santé et le travail social ont été les rares secteurs à créer des emplois du fait du vieillissement de la population. Mais « tout le monde ne peut pas devenir infirmier », pointaient cette semaine des analystes du site de recherche d'emploi Indeed. L'industrie, placée en tête des priorités du gouvernement Trump, a détruit 12 000 emplois en février. Après la publication vendredi, un des principaux conseillers économiques de la Maison-Blanche, Kevin Hassett, a considéré que l'économie américaine était « vraiment solide » et que les destructions d'emplois n'étaient pas un motif d'inquiétude pour le gouvernement. En combinant janvier et février, les créations nettes d'emplois restent « positives », a-t-il mis en avant sur la chaîne de télévision CNBC. « Il y aura bientôt tellement d'activité que tout le monde pourra trouver un emploi s'il le souhaite », a aussi affirmé Kevin Hassett.

ROYAUME-UNI

Les prix des logements ont augmenté de 1,3 % en février 2026

Selon un rapport de Halifax, les prix de l'immobilier au Royaume-Uni ont augmenté plus rapidement que prévu en février 2026, atteignant 1,3 %, dans un contexte de diminution des anticipations de baisse des taux d'intérêt. Les prix de l'immobilier au Royaume-Uni ont enregistré en février 2026 leur plus forte croissance annuelle en quatre mois. Selon les données publiées par Halifax le 6 mars, cela témoigne d'une reprise significative du marché immobilier malgré les pressions macroéconomiques persistantes. Le marché immobilier britannique a

enregistré une croissance supérieure aux prévisions en février 2026. Plus précisément, les prix des logements ont progressé de 1,3 % en février 2026 par rapport à l'année précédente. Ce chiffre est supérieur à la hausse de 1,1 % enregistrée en janvier et dépasse largement les prévisions de 0,9 % issues d'un sondage Reuters auprès d'économistes. Il représente également la plus forte croissance annuelle du marché depuis octobre 2022. Sur une base mensuelle, les prix des logements ont augmenté de 0,3 % en février 2026. Bien que ce chiffre

soit conforme aux attentes du marché, il représente un ralentissement par rapport à la hausse de 0,8 % enregistrée le mois précédent. Amanda Bryden, responsable des prêts hypothécaires chez Halifax, a noté que le marché avait repris de l'élan après une période de ralentissement fin 2025. Cependant, elle a également mis en garde contre les incertitudes géopolitiques qui pourraient avoir un impact direct sur les perspectives d'inflation et l'économie mondiale. La hausse de l'inflation modifie les anticipations des investisseurs quant à l'orientation de la politique moné-

taire. Actuellement, le marché prévoit que la Banque d'Angleterre (BoE) maintiendra une approche plus prudente en matière de réduction des coûts d'emprunt. La Banque d'Angleterre devrait maintenir ses taux d'intérêt inchangés à 3,75 % lors de sa réunion ordinaire de ce mois-ci. Auparavant, l'institution avait également décidé de ne pas modifier ses taux d'intérêt lors de sa réunion de février 2026 afin de continuer à suivre l'évolution du marché du travail et de l'indice des prix à la consommation.

R I.

ITALIE

La loi de finances durcit le régime de la flat tax pour les nouveaux résidents

La loi italienne de finances pour 2026-2028 (loi 199/2025) est entrée en vigueur le 1er janvier 2026 et a été analysée en détail par la Bibliothèque du Congrès le 6 mars. Parmi ses plus de 1 000 articles, la mesure phare pour la communauté de la mobilité internationale est une augmentation de 100 000 € de la taxe forfaitaire annuelle payée

par les personnes fortunées optant pour le régime des « nouveaux résidents ». Dès cette année, le forfait passe à 300 000 €, et la taxe supplémentaire pour chaque membre de la famille accompagnant double, atteignant 50 000 €. Si cette hausse significative a retenu l'attention des médias, la structure fondamentale du régime reste in-

changée : les bénéficiaires éligibles peuvent toujours protéger la majeure partie de leurs revenus offshore des taux progressifs italiens pendant 15 ans, tandis que les revenus d'origine italienne continuent d'être imposés normalement. Les conseillers fiscaux expliquent que cet ajustement remet simplement l'Italie en phase avec des dispositifs similaires au Portugal,

en Espagne et en Grèce, après une période d'inflation en zone euro, et reflète un contrôle politique accru des dispositifs dits « non-dom ». Si ces modifications de la loi de finances vous incitent, vous ou vos collaborateurs, à envisager une résidence ou un emploi en Italie, VisaHQ peut faciliter les démarches de visa. Leur plateforme en ligne

(<https://www.visahq.com/italy/>) guide les candidats à travers les documents requis, les frais et les délais, que ce soit pour un visa d'affaires de courte durée ou un permis de séjour longue durée, aidant ainsi les équipes de mobilité internationale à rester en conformité tout en évitant des retards coûteux. Agence

ETATS UNIS

La clause constitutionnelle du XVIIIe siècle qui pourrait coûter 150 milliards d'euros à Trump

Un tribunal new-yorkais a ordonné aux services des douanes de commencer à rembourser des centaines de milliers d'importateurs, avant même que l'État ne trouve un moyen d'y échapper. La Constitution américaine comporte une clause exigeant que tous les droits à l'importation soient uniformes sur l'ensemble du territoire. Au début de la semaine, un juge fédéral de New York s'en est saisi, s'ap-

puyant sur l'arrêt de la Cour suprême qui a jugé que le président Donald Trump n'avait aucune base légale pour imposer des droits de douane au titre de l'IEEPA, afin de s'assurer que des centaines de milliers d'importateurs récupèrent leur argent. Dans une ordonnance de trois pages, le juge Richard Eaton a ordonné à l'agence des douanes et de la protection des frontières (Customs and Border Protection) de cesser immédiate-

ment d'appliquer l'IEEPA, l'International Emergency Economic Powers Act, aux importations et de commencer à traiter les remboursements. Ce faisant, il a étendu le bénéfice de l'arrêt rendu le mois dernier par la Cour suprême non seulement à l'entreprise à l'origine de l'affaire, mais à tous les importateurs concernés dans le pays. Cette ordonnance fait suite à la décision rendue le 20 février par la Cour suprême dans l'affaire Learning Re-

sources, Inc c. Trump, qui a jugé, par six voix contre trois, que l'IEEPA n'autorise pas le président à instaurer des droits de douane. La majorité des juges de la plus haute juridiction américaine a estimé que le pouvoir de lever l'impôt appartient clairement au Congrès et que Trump ne pouvait pas fixer et modifier unilatéralement les droits de douane en invoquant la législation sur les pouvoirs d'urgence.

Agence

ALLEMAGNE

La croissance sera faible au T1 mais la reprise est en cours

L'économie allemande poursuit sa reprise mais la croissance au premier trimestre sera faible et une accélération n'est probable qu'à partir du printemps, a indiqué jeudi la Bundesbank dans son rapport économique mensuel. La première économie de la zone euro est en stagnation depuis trois ans, mais une politique de dépenses publiques massives, un marché du travail dynamique et l'épargne accumulée des ménages alimentent l'optimisme quant à une reprise prochaine. "L'économie devrait poursuivre sa reprise au premier trimestre, même si le rythme sera modéré", a indiqué la Bundesbank. "À partir du printemps, la croissance de l'économie allemande devrait s'accélérer, principalement grâce aux mesures de relance budgétaire", a ajouté la banque centrale allemande. Le secteur de la construction devrait toutefois être affecté par les mauvaises conditions météorologiques prévues pour le trimestre et la consommation privée ne devrait pas se maintenir à un niveau élevé, selon le rapport. Si l'industrie allemande a enregistré quelques commandes importantes, celles-ci sont probablement liées à l'augmentation des dépenses publiques en matière de défense et d'infrastructures, et la compétitivité du secteur sur les marchés d'exportation reste relativement faible. La Bundesbank avait précédemment prévu une croissance économique inférieure à 1% pour 2026, l'essentiel de cette croissance étant concentré sur le second semestre.

R I

NVIDIA : FACE AUX DIFFICULTÉS GÉOPOLITIQUES

Jensen Huang jette l'éponge sur la Chine

Les relations difficiles entre la Chine et les États-Unis obligent NVIDIA à prendre une décision. La firme de Jensen Huang va arrêter la production de puces destinées à



Ces derniers mois, la possibilité de vendre ou non des puces NVIDIA H200 à la Chine a été loin d'être claire. La firme de Jensen Huang avait semblé-t-il réussi à obtenir l'approbation de Donald Trump, en échange d'une contrepartie importante, même si jusqu'à aujourd'hui, aucune autorisation officielle n'a été donnée. Pire, la Chine elle-même de son côté a laissé entendre qu'elle pourrait tout simplement interdire l'importation de ces puces IA. Une cacophonie qui n'a que trop duré pour NVIDIA.

NVIDIA abandonne la production de puces H200 pour la Chine

La coupe est pleine pour NVIDIA. Alors que le dossier de l'autorisation (ou non) d'exportation de puces

H200 traîne depuis des mois, l'entreprise de Jensen Huang a finalement pris elle-même sa décision. Sûre que l'incertitude devrait encore persister à l'avenir, elle a tout simplement décidé d'arrêter la production des puces H200 qu'elle destinait à la Chine, selon une information du Financial Times.

« Au lieu d'attendre dans l'incertitude, Nvidia doit se concentrer sur ce qu'elle peut réaliser avec certitude, en particulier lorsqu'il y a une pénurie d'approvisionnement pour ses produits de pointe » indique ainsi une source du média anglophone.

La bascule vers Vera Rubin

Et ça n'a pas dû être une décision facile. NVIDIA s'attendait en effet à

des commandes devant monter jusqu'à 1 millions de puces, avec des livraisons qui auraient dû débuter dès le début du mois de mars. Mais rien n'ayant avancé, NVIDIA a préféré ordonné l'arrêt de la production chez le fondeur TSMC, afin de réallouer les capacités de production du Taïwanais vers la nouvelle génération de matériel Vera Rubin.

Il faut noter que la plus grosse entreprise au monde a déjà fait produire près de 250 000 puces H200 destinées à la Chine.

Elle bénéficie ainsi d'un stock qu'elle pourra écouler si des autorisations partielles de vente en direction de l'empire du Milieu étaient données à l'avenir par Washington. Alors, coup dur ou nécessité de repartir vers l'avant pour NVIDIA ?

WORDPRESS

Une faille de sécurité critique permet de devenir admin de 60 000 sites web

Des dizaines de milliers de sites WordPress sont exposés à une vulnérabilité majeure. Une faille découverte dans une extension largement déployée permet à un simple visiteur d'obtenir les droits d'administrateur en quelques clics. Un problème de sécurité touche actuellement l'écosystème WordPress via une extension largement déployée. Baptisée CVE-2026-1492, la faille concerne le plugin User Registration & Membership, utilisé par plus de 60 000 sites. Elle permet à un utilisateur malveillant de créer un compte doté de privilèges élevés et d'obtenir un contrôle total sur un site web. Les chercheurs en cybersécurité ont déjà observé des tentatives d'exploitation. Les administrateurs concernés sont donc invités à appliquer rapidement les mises à jour disponibles.

Une faille dans un plugin WordPress permet d'obtenir les droits administrateur

Un attaquant peut obtenir des privilèges administrateur en détournant le processus de création de compte. La vulnérabilité repose sur la possibilité de modifier la requête envoyée lors de l'inscription. En manipulant ces paramètres, il devient possible d'attribuer directement au nouvel utilisateur un rôle WordPress élevé, normalement réservé aux administrateurs du site. Le plugin User Registration & Membership est pourtant conçu pour simplifier la gestion des comptes utilisateurs sur un site WordPress. Il est notamment utilisé pour créer des formulaires d'inscription personnalisés et administrer les connexions des membres. L'extension permet également d'intégrer des solutions de paiement comme PayPal ou Stripe, afin de gérer des adhésions ou des contenus accessibles uniquement aux utilisateurs payants.

Des tentatives d'exploitation déjà observées et un correctif publié

Les chercheurs en sécurité de Wordfence indiquent avoir observé une campagne visant cette vulnérabilité. En l'espace de 48 heures, leurs systèmes de protection ont bloqué près de 300 tentatives d'exploitation. L'obtention d'un accès administrateur ouvre la porte à une prise de contrôle complète du site. Un attaquant peut alors modifier le contenu publié, installer des extensions malveillantes, introduire des portes dérobées, extraire la base de données des utilisateurs ou encore supprimer les administrateurs légitimes. La faille concerne toutes les versions du plugin jusqu'à la 5.1.2 incluse. Un correctif a été déployé dans la version 5.1.3, tandis que la 5.1.4 correspond à la version la plus récente disponible. La déclinaison payante Pro ne semble pas affectée, aucune mention de la vulnérabilité n'apparaissant dans les journaux de modifications.

Dans le même temps, une autre extension WordPress a également fait l'objet d'un correctif. La vulnérabilité CVE-2026-2628 touche le plugin All-in-One Microsoft 365 & Entra ID / Azure AD SSO Login, utilisé sur plus de 600 sites. Selon Wordfence, elle « permet à des attaquants non authentifiés de contourner l'authentification et de se connecter en tant qu'autres utilisateurs, y compris les administrateurs ».

Brèves

Exportation de puces, Washington change encore les règles

L'administration Trump envisage de refondre les règles américaines d'exportation des puces d'intelligence artificielle. Selon un document consulté par Reuters, tout envoi de puces IA à l'étranger pourrait désormais nécessiter une licence gouvernementale, y compris pour de petites installations de moins de 1 000 unités. Les pays souhaitant acquérir 200 000 processeurs ou plus devraient investir dans des centres de données IA américains ou fournir des garanties sécuritaires. Pour des commandes jusqu'à 100 000 puces, des assurances intergouvernementales seraient exigées. Ce cadre, qui s'inspire des accords conclus avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, rompt avec l'approche de

l'administration Biden qui exemptait les alliés proches de la plupart des restrictions. Le département du Commerce américain a confirmé ces discussions, écartant toutefois tout retour à l'ancien modèle jugé « contraignant et désastreux ». Nvidia et AMD seraient notamment soumis à des obligations de surveillance des puces exportées.

L'UE sommée de délaissier Excel pour ses consultations publiques

La Document Foundation, organisation à but non lucratif derrière LibreOffice, interpelle la Commission européenne sur une contradiction flagrante : la consultation publique sur les orientations de la loi sur la cyber-résilience (CRA) impose aux parties prenantes de répondre via un modèle disponible uniquement

au format Microsoft Excel (.xlsx). Pour une institution qui promeut depuis des années les standards ouverts et la souveraineté numérique, ce choix crée un « biais structurel », selon la fondation. Elle rappelle que le format ODF (.ods), norme ISO utilisée par LibreOffice, aurait pu être proposé en parallèle. Dans une lettre ouverte, la fondation appelle d'autres acteurs du logiciel libre à rejoindre sa démarche afin d'exiger que les prochaines consultations soient accessibles via des formats ouverts ou un formulaire web.

OpenAI veut concurrencer GitHub

OpenAI travaillerait au développement d'une plateforme d'hébergement de code susceptible de rivaliser directement avec GitHub, propriété de Microsoft, l'un de ses principaux partenaires stratégiques et financiers. Selon un rapport de

The Information, le projet a été initié après que des ingénieurs d'OpenAI aient subi des interruptions de service sur GitHub. Le projet en est encore à un stade précoce, mais le fournisseur aurait déjà envisagé de proposer cette plateforme de dépôt de code à ses clients existants. L'ambition d'OpenAI dépasse le simple hébergement : il s'agirait de construire une plateforme nativement conçue autour de l'IA générative, et non pas simplement augmentée par elle. Selon Biswajeet Mahapatra, analyste principal chez Forrester, cela impliquerait un référentiel capable de comprendre en continu le code, ses intentions et ses risques. GitHub reste toutefois dominant avec plus de 180 millions de développeurs, et toute migration vers un nouveau service nécessiterait des garanties strictes en matière d'isolation des données, d'auditabilité et de conformité réglementaire.

RENAULT-DACIA 1.2 TCE

Une seule appellation pour trois moteurs plus ou moins fiables

Un peu éclipsé par le 1.2 Puretech de Stellantis ces dernières années, le quatre-cylindres 1.2 TCe de Renault-Dacia s'était retrouvé associé à de graves problèmes de fiabilité. Il a ainsi vu sa réputation durablement entachée. Mais en réalité, cette appellation ne désigne pas toujours le même moteur. Deux autres mécaniques, l'une plus ancienne, l'autre plus récente, ont également utilisé ce nom de baptême, avec un bilan plus reluisant... même si la prudence reste encore de mise pour le trois-cylindres qui a fait revenir ce patronyme depuis 2022.

Quelques années avant le 1.2 PureTech à courroie du groupe Stellantis, un autre moteur 1.2 français avait défrayé la chronique pour ses problèmes de fiabilité. Le 1.2 TCe Renault avait même été à l'origine de la première action collective en justice de grande ampleur liée à des soucis mécaniques dans l'Hexagone. Nous étions alors début 2022 et ce "motorgate" avait fait beaucoup parler de lui. Mais les 3 031 inscrits recensés sur la plateforme numérique MyLeo, présente sur de nombreux autres fronts avec le très médiatique avocat Maître Christophe Lèguevaques aux manettes, ont dû apprendre à se montrer patient. Quatre ans plus tard, l'affaire est toujours en cours d'instruction. Quant au 1.2 TCe, beaucoup ont tendance à le fuir comme la peste en occasion... alors que cette appellation peut être associée à trois moteurs très différents.

Une première génération de 1.2 TCe plutôt fiable

Le premier 1.2 TCe de Renault est déjà assez ancien. Il est apparu en 2007 et n'a animé que quatre modèles au total : la Clio 3, la Twingo 2, le roadster Wind et le petit monospace Modus. Doté d'une courroie de distribution, ce moteur porte le nom de code D4FT. Il dérive en réalité du 1.2 16 soupapes atmosphérique du constructeur (D4F), et l'ajout d'un turbo lui permet d'atteindre 100 ch. Une puissance qu'il va conserver tout au long de sa carrière, assez brève. Plutôt plaisante à l'usage, cette mécanique a fait l'objet d'un rappel en 2011 pour des soucis de non-conformité de ses demi-cônes de soupapes pouvant conduire jusqu'à la casse. Quelques remplacements trop précoces d'injecteurs ou de bobines, voire de turbo, ont également été signalés. Mais rien de trop systématique ni d'aussi alarmant que sur son remplaçant. Globalement, la fiabilité est généralement au rendez-vous.

Une arrivée en 2012 pour le vrai 1.2 TCe à problèmes

Le véritable responsable du "motorgate" a été lancé en 2012 sur les Mégane 3 et Scénic 3, en version 115 ch pour commencer. Il a ensuite été proposé en 120 ch, en 125 ch chez Dacia, en 130 ch, voire en 100 ch dans certains cas... ce qui peut renforcer la confusion avec son prédécesseur. Mais ce 1.2 TCe est bien un bloc totalement différent, qui porte cette fois le code H5FT. Il troque notamment la courroie de distribution contre une chaîne, théoriquement sans entretien, et passe à l'injection directe pour réduire sa consommation. Côté agrément, le résultat n'est déjà pas transcendant, avec un cruel manque de couple à bas régime. C'est cependant surtout la fiabilité qui va pêcher, avec, en point d'orgue, une forte tendance à la surconsommation d'huile due notamment à une segmentation défaillante. Comme sur le 1.2 PureTech, aussi victime



de ce fâcheux défaut, un contrôle manuel permet parfois d'éviter la catastrophe. En revanche, l'allumage d'un voyant au tableau de bord intervient souvent trop tard. Des problèmes de décalage de la chaîne de distribution ou de fusion des soupapes sont également évoqués, de manière toutefois moins courante. Un nombre non négligeable de propriétaires s'est ainsi plaint d'avoir subi une casse moteur pure et simple, parfois dans des circonstances dangereuses comme lors d'un dépassement sur autoroute. Mais au yeux de la législation européenne, cela n'est pas considéré comme un réel risque pour la sécurité. Renault n'a ainsi jamais été contraint à organiser un rappel officiel.

Quelles ont été les solutions proposées pour rendre le 1.2 TCe plus fiable ?

Pour remédier à ce défaut, le Losange a tout de même proposé quelques solutions, plus ou moins efficaces. En plus de prises en charge financières au cas par cas, une reprogrammation du calculateur moteur a été effectuée. Elle visait la pression d'air dans le collecteur d'admission pour réduire la consommation d'huile. Surtout, une modification plus profonde aurait été apportée en usine en mai 2016, même si sa teneur exacte n'a jamais été précisée. Les quatre-cylindres construits après cette date sont donc théoriquement plus fiables. Méfiance, cependant, car des casses sont encore signalées sur des véhicules produits en 2017 ou 2018. Une année qui marque l'arrivée du nouveau 1.3 TCe, bien plus robuste que son aîné.

Quels sont les modèles équipés du 1.2 TCe à problème ?

Disparue du catalogue fin 2018, cette deuxième génération de 1.2 TCe a donc connu une carrière assez brève. Cela a aidé à freiner l'hécatombe par rapport au 1.2 PureTech à courroie, arrêté seulement fin 2025 alors qu'il avait démarré quasiment en même temps. Mais selon l'association UFC-Que Choisir, qui était parmi

les premières à tirer la sonnette d'alarme, près de 400 000 véhicules en France auraient eu le temps d'être équipés du quatre-cylindres Renault à problèmes. Il est vrai que ce dernier a également été disponible chez Dacia, sous le même nom, et chez Nissan, sous l'appellation 1.2 DiG-T. On l'a même retrouvé chez Mercedes, sur le Citan, cousin du Kangoo, avec encore un autre patronyme. Il a ainsi pu équiper une longue liste de modèles :

Renault (moteur 1.2 TCe 100, 115, 120 et 130 ch)

- Captur 1
- Clio 4
- Kadjar
- Kangoo 2
- Mégane 3 et 4
- Scénic 3 et 4

Dacia (moteur 1.2 TCe 100, 115 et 125 ch)

- Duster 2
- Dokker
- Lodgy

Mercedes (moteur 1.2 112 essence 114 ch)

- Citan

Nissan (moteur 1.2 DiG-T 115 ch)

- Juke 1
- Qashqai 2
- Pulsar

Un nouveau trois-cylindres 1.2 Tce depuis 2022

Beaucoup plus serein à l'usage et réussi que son prédécesseur, le 1.3 TCe ne sera pourtant pas resté vraiment plus longtemps au catalogue. Du moins en France, puisqu'il a déjà quitté la gamme du Symbioz sur notre marché tout récemment. Il est peu à peu remplacé par un tout nouveau... 1.2 TCe, découvert pour la première fois dans l'Austral en 2022. Il s'agit encore une fois d'une mécanique totalement différente de ses homonymes, puisqu'on passe même du quatre-cylindres au trois-cylindres. Cette appellation désormais mal perçue n'a cependant pas été trop mise en avant. Renault s'est sou-

vent contenté d'utiliser les noms "mild hybrid" ou "E-Tech full hybrid" en fonction du degré d'hybridation adopté. Le code interne est, lui, désormais HR12. Mais on retrouve malgré tout souvent le patronyme 1.2 TCe associé à ce "trois-pattes", notamment sur les sites d'annonces. Dans l'Austral, ce "trois-pattes" existe en version 130 ch à hybridation légère associée à une boîte mécanique, très peu diffusée, ou en 200 ch avec une hybridation complète et une transmission automatique assez particulière. Cette configuration s'est ensuite retrouvée dans l'Espace 6, puis dans le Rafale qui y a même ajouté une déclinaison rechargeable sur secteur quatre roues motrices de 300 ch ! Il aura cependant fallu attendre 2024 pour le voir débarquer dans un modèle beaucoup plus vendu. C'est le Dacia Duster troisième du nom qui a eu ce privilège. Depuis, il n'a cessé de se répandre, notamment grâce à l'arrivée d'une inédite version GPL l'année dernière. 2026 s'annonce ainsi comme l'année de son réel décollage, puisqu'il fait même office de moteur d'accès sur la toute nouvelle Clio 6 dans une variante 115 ch sans hybridation.

Une fiabilité sous surveillance pour le trois-cylindres 1.2 TCe

Renault n'a donc pas trop intérêt à se louer sur la fiabilité de ce 1.2 TCe trois-cylindres, qui devrait rapidement être fabriqué à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Pour éviter de nouvelles catastrophes, la marque a pris ces dernières années des mesures afin de corriger au plus vite les inévitables défauts de jeunesse de ses modèles, de plus en plus complexes. Mais certains propriétaires d'Austral E-Tech full hybrid 200 ch ont tout de même rencontré des problèmes entraînant parfois des immobilisations assez longues. Quelques casses prématurées de ce bloc dernier cri ont même été recensées. Ce trois-cylindres connaît ainsi un début de carrière moins serein que les 0.9 TCe et 1.0 TCe, il est vrai bien moins sophistiqués. Cela ne signifie toutefois pas que le bilan sera identique sur les autres modèles, surtout qu'il existe des différences importantes entre certaines versions. Les déclinaisons les moins chères évitent le recours à certaines technologies (arbre d'équilibrage, turbo à géométrie variable, hybridation légère...) qui peuvent diminuer la consommation ou améliorer l'agrément... tout en augmentant le risque de pannes parfois coûteuses. Ce moteur venant tout juste d'arriver sur la plupart des véhicules qui en sont dotés, il est de toute façon bien trop tôt pour dresser un vrai bilan. Nous continuerons cependant à le surveiller de près, et vos retours sur notre formulaire fiabilité seront assurément précieux pour nous épauler dans cette tâche. Qu'ils soient positifs ou négatifs, ils nous aident régulièrement à compenser le manque de transparence des constructeurs dans ce domaine.

Mots fléchés

Jeunes cochons Expansion démographique intolérable		Quartier de maisons identiques		Godiche Vainqueur de Trafalgar		Souillée		Innovatrice		Sans foi, ni loi Certain roule dessus		Religieux	
												Poissons préparés souvent à l'américaine	
Lamentation		Désert rocheux Bêtise				Natte		Buccale					
										Renvoi incongru Chemin de parc			
Coupe de cheveux Armée levée par des seigneurs féodaux								Sodium			Petit tour Mot de passe		
			Poème lyrique			Conducteur Points cardinaux							
Tarif	Conséquence des 35 heures		Agent incorruptible (Eliot) Aiment les étrangers				Pronom personnel Arbres						
				Type de moteur diesel	Réceptions Interrompre								Refaites
Vectrice de trypanosomiasis humaines Vaste						Elle peut être du logis					Foyers ardents	Règle	
						Cité engloutie Boisson			Vagabondant	Terme de bière générique anglaise			
Coup de pied au rugby	Petit rendez-vous	Département picard Animal ovipare					Petit officier	Longue épée Fleuve sibérien					
				Perdre de son éclat						Rivière espagnole Cantique			
Virus du SIDA				Muse de la musique								Trou normand	
Interdit dorénavant en France (dommage)	Ville du Valais Éliminèrent					Continent qu'on dit vieux ?	Pièges à poisson						
				Enleva des engins de malheur							Note de musique Cobalt		
Qualité d'huiles Roi des dieux				Plusieurs pour une rivière		Faux marbre Une côte française						Pourpre	
				Dieu de l'Amour Durée				Décédé Désira					
Division du Zodiaque		Muet	Partie d'un canon		Agis						Pour remplacer Étendue de sable		
					Rémunération Équerre					Prise Fin d'infini			
On doit le porter fièrement et le défendre				Comme				Pénis					
Moite						Apostillés							

Le pétrole à son plus haut niveau depuis 2022

Les cours du pétrole ont dépassé, lundi, les 100 dollars pour la première fois depuis 2022, portés par l'intensification de l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient et les perturbations des routes maritimes énergétiques. Vers 11h40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, s'envolait de 12,70% à 104,46 dollars, après s'être affiché à 119,50 dollars plus tôt dans la séance. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, bondissait de 11,66% à 101,50 dollars, après avoir touché 119,48 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 10 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FINANCES PUBLIQUES

Vers une gestion «en temps réel» des investissements

Le ministère des Finances franchit une étape décisive dans la modernisation de la gestion budgétaire. À travers l'adoption d'un nouveau mécanisme de suivi des projets d'investissement public, l'État algérien s'engage dans une démarche de flexibilité et de transparence sans précédent, visant à optimiser chaque dinar alloué au développement national. La grande nouveauté de ce dispositif réside dans la «notification préliminaire». Désormais, les secteurs ministériels et les organismes publics seront informés de leurs enveloppes budgétaires avant même la promulgation officielle de la Loi de finances par le Président de la République. Intervenant lors du Forum de la radio «Chaîne I», Mme Siham Bourabrab, directrice chargée du budget au ministère des Finances, a souligné l'importance de cette avancée : « Ce mécanisme permet aux secteurs de préparer les documents des programmes initiaux de crédits pour la nouvelle année budgétaire en amont, garantissant ainsi un accompagnement efficace et une réactivité immédiate dès le début de l'exercice ». Ce système ne se contente pas de distribuer des fonds ; il hiérarchise l'effort national. La priorité sera donnée aux projets selon leur état d'avancement réel sur le terrain, qu'il s'agisse de nouvelles inscriptions ou de la réévaluation de chantiers en cours pour l'année 2026. Au-delà de la distribution des crédits, le ministère renforce son arsenal de contrôle. La Loi de règlement budgétaire s'impose désormais comme le juge de paix de l'efficacité administrative. L'objectif est clair : comparer les prévisions avec les réalisations effectives. Mme Rachida Dahami, directrice de la modernisation et de l'unification des normes comptables, définit cette approche comme un pilier de la nouvelle gouvernance : « La loi de finances repose sur des estimations prospectives, tandis que la loi de règlement budgétaire vient répondre à une question essentielle : comment le budget adopté a-t-il été exécuté ? C'est l'œil vigilant de l'État dans le domaine du contrôle de la gestion ». Pour les responsables du Trésor, cette reddition de comptes n'est pas qu'une simple formalité administrative, mais un instrument de correction. Elle permet d'ajuster les prévisions futures en fonction des capacités réelles de réalisation des différents secteurs. Cette réforme s'inscrit dans un cadre plus large de rationalisation des dépenses publiques. La transparence devient le maître-mot de l'élaboration et de l'exécution du budget, conformément à la loi organique 18-15. « La gouvernance signifie la manière dont les fonds publics sont gérés afin de rationaliser les dépenses et d'améliorer la mise en œuvre des politiques publiques, tout en renforçant et diversifiant la collecte des recettes », a-t-elle précisé.

Synthèse R E.

REPRÉSENTANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Premier ministre préside la cérémonie de distinction de femmes éminentes

Représentant le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, dimanche soir, une cérémonie de distinction organisée en l'honneur de femmes algériennes qui se sont distinguées par leurs contributions appréciables dans divers domaines, et ce, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des femmes. Cette cérémonie, placée sous le slogan "La femme algérienne: excellence et leadership" et organisée sous le haut patronage du président de la République, s'est déroulée en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji et de plusieurs membres du Gouvernement et de hauts responsables de l'Etat, outre des moudjahidate et des représentantes d'associations et d'organisations actives dans le domaine de la femme et de la famille, en sus de personnalités de renom du monde de l'art et du sport. Cette célébration reflète l'attention particulière que porte le président de la République à la promotion de la place de la femme algérienne et à la valorisation de son rôle pivot au sein de la société, de même qu'elle met en lumière ses apports

significatifs à l'édification et à la consolidation du processus de développement national. A cette occasion, plusieurs femmes créatives et remarquables dans divers domaines ont été distinguées, notamment dans les domaines scientifique, juridique, artistique, médiatique, et sportif, ainsi que dans les métiers de l'artisanat, en reconnaissance de leurs contributions qualitatives au service de la société et de la promotion de la place de la femme algérienne. Cette cérémonie de distinction met en lumière des succès stories de femmes inspirantes pour les jeunes générations, afin de les inciter à mettre à profit les expériences de ces Algériennes qui ont contribué activement aux différents domaines de la vie publique. La cérémonie a vu la distinction de Mme Karima Seddiki, général au ministère de la Défense nationale, et de Mme Rachida Kebsi, inspectrice principale à la Direction générale des Douanes, ainsi que Mme Fatima Zohra Benbraham, avocate et fille de chahid. Ont également été honorées à cette occasion, Mme Nawal Sinaoui, agricultrice active dans l'agriculture biologique et la valorisation des plantes médicinales, l'écrivaine et romancière, Mme Zoubida Maâmria, la spécialiste en microbiologie

médicale, professeure hospitalo-universitaire à la Faculté de pharmacie et cheffe du département de bactériologie à l'Institut Pasteur, Mme Hassiba Tali Maamar, ainsi que la journaliste à la Télévision algérienne, Mme Hafida Rezig. Dans le domaine des mines, l'ingénieure des mines et responsable des opérations de dynamitage pour l'aplanissement de la plateforme ferroviaire du projet de Gara Djebilet, Mme Sabrina Kechir, a été distinguée, aux côtés de l'artisanne spécialisée dans la confection du tapis de Babar, lauréate de prix nationaux et internationaux, Mme Sadika Amamri. En soutien au sport féminin, cette cérémonie a également été marquée par la distinction de la championne de saut en longueur, titrée aux niveaux national et international, Mme Hamri Lynda, et de la championne en boxe, Mme Ichrak Chaïb. A cette même occasion, l'innovatrice dans le domaine de la prise en charge des personnes âgées et des personnes à besoins spécifiques, récompensée à l'échelle nationale et internationale, Mme Beldjilali Aicha, et l'artiste et grande comédienne de théâtre, Mme Fadila Hachemaoui, ont été également honorées.

APS

MDN

Chanegriha rend un vibrant hommage à la femme algérienne

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé dimanche une cérémonie de célébration de la Journée internationale de la femme. "A l'occasion de la Journée internationale de la femme, correspondant au 8 mars de chaque année, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a présidé aujourd'hui, le 08 mars 2026, au Cercle National de l'Armée, une cérémonie d'Ifttar en l'honneur des personnels féminins, militaires et civils, du Ministère de la Défense nationale, ainsi que de cadres féminins relevant des corps constitués", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ont pris part à cette cérémonie, Messieurs le Commandant des Forces Terrestres, le Secrétaire Général du Ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces, le Commandant de la Garde Républicaine, le Directeur de Cabinet auprès du Ministère de la Défense nationale, le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Commandant de la première Région Militaire, les Chefs des Départements, le Contrôleur Général de l'Armée, ainsi que des Directeurs centraux du Ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire.

A cette occasion, Monsieur le Général d'Armée a adressé une allocution dans laquelle il a mis en avant la contribution incontestable de la femme algérienne au développement de l'Algérie nouvelle et triomphante. "En cette agréable occasion, il me plaît de transmettre aux personnels militaires et civils, les vœux de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense nationale, qui grâce à sa politique avisée, l'impact de la participation de la femme est, aujourd'hui, visible sur le terrain, de par sa contribution à l'essor de l'Algérie nouvelle, triomphante et émergente", a-t-il dit. Et d'ajouter : "A ce titre, nous avons veillé au sein de l'Armée nationale populaire, à ouvrir toutes les portes pour les femmes, quelles soient militaires ou civiles, de manière à leur permettre d'accéder aux grades supérieurs et d'investir de nouvelles spécialités militaires, à l'exemple de l'aviation, le parachutisme, les bâtiments de guerre, le motocyclisme au niveau des unités de sécurité routière, relevant de la Gendarmerie nationale, et même d'exercer au sein des unités du corps de bataille et des unités de combat". A cette occasion, le Général d'Armée a rendu un vibrant hommage à la femme algérienne qui s'est dressée fièrement et courageusement face au colonialisme et au terrorisme barbare, tout en saluant son rôle important dans la société.

"Tout comme je valorise grandement le rôle de la femme algérienne dans la société, en ce sens que c'est bien elle qui hérite et transmet en héritage l'amour de la patrie et la fierté d'y appartenir, ainsi que la fidélité aux sacrifices de nos valeureux martyrs et à leur message éternel", a souligné le Général d'Armée. En ce sens, elle est le pivot autour duquel se forment les relations sociales et s'exercent les fonctions fondamentales de la famille, en matière notamment d'éducation des générations futures sur les valeurs républicaines, les spécificités de la culture nationale et le devoir de préparer une génération consciente, capable de relever les défis présents et à venir, avec un esprit de citoyenneté et de responsabilité, a-t-il estimé. "Enfin, je ne manquerai pas cette heureuse occasion, pour rendre un vibrant hommage à la bravoure de la femme algérienne, qui s'est dressée fièrement face au colonialisme dans les différentes phases de l'histoire, qui a affronté, avec un courage sans égal, le terrorisme barbare, et contribué à la mise en échec de son dessein obscurantiste", a-t-il poursuivi. A l'issue, Monsieur le Général d'Armée a offert des présents symboliques à un nombre de personnels féminins, en les exhortant à relever le défi avec davantage de persévérance, et en leur souhaitant pleine réussite dans leurs carrières professionnelles, a conclu le communiqué.

APS